

Actualités IHP 856 : Le multilatéralisme en 2025

(28 novembre 2025)

La lettre d'information hebdomadaire International Health Policies (IHP) est une initiative de l'unité Politique de santé de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers, en Belgique.

Chers collègues,

La semaine dernière (et le week-end dernier), **trois événements mondiaux majeurs** ont pris fin : [la reconstitution des ressources du Fonds mondial](#), le **sommet du G20** et [la COP 30](#), respectivement en **Afrique du Sud et au Brésil**, tous trois ayant des implications importantes pour la santé mondiale. Nous y revenons dans cette newsletter, en essayant d'explorer leur place dans le vaste continuum entre [le « multilatéralisme vide »](#) et la [« victoire du multilatéralisme »](#) (*ps : on peut dire que la reconstitution des ressources du Fonds mondial est [un peu différente](#) des autres, en raison de la contribution quelque peu inattendue des États-Unis, qui ne sont pas vraiment une puissance multilatéraliste ces jours-ci*). Comme vous le savez, pour le **traité sur les pandémies**, une discussion similaire est possible, dans une large mesure en fonction de la capacité des négociateurs à obtenir ou non une annexe PABS équitable dans les mois à venir. À cet égard, je suis plutôt d'accord avec ceux qui affirment que [« tenir bon dans le contexte géopolitique actuel »](#) est déjà un exploit en soi, malheureusement.

Dans la plupart des cas mentionnés ci-dessus, le tableau est plutôt flou. Oui, bien sûr, les progrès ont été/sont loin d'être suffisants, les résultats globaux ont été décevants et les « initiatives volontaires » ont, comme toujours, été beaucoup trop dominantes. De ce point de vue « verre à moitié vide », il est extrêmement important que certaines personnes **continuent à dire les choses telles qu'elles sont**, en passant outre toutes les relations publiques (*comme [J Rockström](#) sur les [résultats](#) décevants [de la COP](#) et ce qui est vraiment nécessaire en ce qui concerne l'idée d'une feuille de route pour l'élimination progressive des combustibles fossiles ; ou consultez une lettre percutante sur le danger de [la « positivité toxique »](#) à la COP ; ou l'avertissement [du Global Fund Observer](#) concernant [« l'austérité sanitaire »](#) en Afrique, tout simplement*). Pourtant, ces trois événements ont également eu des aspects positifs. Je n'en citerai qu'un seul ici, par exemple pour la COP : il semble probable que [l'idée d'une feuille de route dominera les futures COP](#). Mieux vaut tard que jamais, me direz-vous.

Dans l'ensemble, compte tenu des **multiples urgences qui se recoupent et** auxquelles le monde est confronté sur plusieurs fronts (*planétaire, géopolitique/militaire, [inégalités](#), ... sans oublier l'impact sociétal/sécuritaire de l'IA dans quelques années*), nous sommes plutôt d'accord avec [RANI](#) pour dire que **la « résilience »** sera la priorité absolue dans les couloirs du pouvoir partout dans le monde (*du moins, ceux qui tentent encore de s'aligner quelque peu sur la science*). Ce n'est pas que nous aimions particulièrement ce concept, ni que nous apprécions beaucoup ce que **Carsten Schicker** (PDG du World Health Summit) appelle le **« retour de la résilience »** dans une interview accordée en début de semaine, affirmant que *« d'ici 2035, le **changement déterminant dans le domaine de la santé mondiale** sera le retour généralisé de la résilience, les gouvernements et leurs partenaires considérant les dépenses de santé comme un investissement stratégique qui garantit la stabilité, la croissance et la paix... »*. Mais comme nous sommes trop stupides en tant qu'espèce pour envisager

la décroissance, l'écossocialisme et autres concepts similaires, je crains *que la « résilience »* ne soit le mot d'ordre des prochaines décennies à tous les niveaux. (*La « stimulation de la résilience » au niveau mondial et à d'autres niveaux sera probablement aussi improvisée que la façon dont un quinquagénaire rouillé tente de passer ses journées :)*)

Dans ce numéro, nous revenons également sur le **sommet UA-UE** à Luanda, en Angola (24-25 novembre), qui a réuni de nombreux dirigeants européens (*dont « Jupiter » et des [personnalités plus provinciales](#)*). Le thème : « *Promouvoir la paix et la prospérité grâce à un multilatéralisme efficace* ».

À l'approche de la Journée mondiale de lutte contre le sida, l'ONUSIDA a publié un **rapport** alarmant intitulé « [Surmonter les perturbations, transformer la riposte au sida](#) ». Nous accordons également une attention particulière à la **semaine de sensibilisation à la résistance** aux antimicrobiens, notamment dans la section supplémentaire consacrée à ce sujet et dans un article de **Cesar Vargas**.

Enfin, nous souhaitons signaler l'**appel à candidatures Emerging Voices for Global Health pour 2026** (lié au symposium HSR de Dubaï). Découvrez-le [ici](#) !

Bonne lecture.

Kristof Decoster

Articles à la une

« Agir maintenant ! » Oui, mais comment exactement ? Sur la résistance aux antimicrobiens et les réalités d'un accès inégal

[Cesar Vargas](#)

Imaginez un endroit sur la côte pacifique de la Colombie : une communauté fluviale idyllique accessible uniquement par bateau, où le fleuve est la principale voie de communication, où la pluie rythme la journée et où le bruit de la forêt se mêle aux voix des habitants. C'est là que vit « María ».

Un jour, alors qu'elle est hospitalisée pour une affection cardiovasculaire, elle développe une infection sanguine causée par une bactérie multirésistante. Son hôpital ne dispose pas de « Zavicefta » en stock, un antibiotique combiné de dernière ligne (ceftazidime-avibactam) conçu pour traiter les infections graves à Gram négatif qui ne répondent plus aux traitements conventionnels. L'issue pour María est douloureusement prévisible : retard dans le traitement, détérioration clinique et disparition rapide des rares options disponibles.

Cette situation n'est pas propre à la côte pacifique colombienne. Elle pourrait se produire dans une chambre d'hôpital à Nairobi, dans un hôpital de district à Dhaka ou dans tout autre endroit où la géographie de la résistance aux antimicrobiens et celle de l'accès aux traitements ne coïncident pas. Ce qui, malheureusement, est trop souvent le cas.

[La Semaine mondiale de sensibilisation à la résistance aux antimicrobiens](#) s'est terminée il y a quelques jours, nous exhortant à « *agir maintenant pour protéger notre présent et assurer notre avenir* ». Mais lorsqu'il s'agit de María et des patients de Nairobi, Dhaka ou Port-au-Prince confrontés aux mêmes risques microbiens, « agir maintenant » est souvent impossible pour leurs médecins lorsque les traitements qui pourraient protéger ces patients ne sont tout simplement pas disponibles là où ils sont nécessaires...

- Pour poursuivre la lecture, voir IHP - [« Agissez maintenant ! » Oui, mais avec quoi exactement ? Sur la #RAM et les réalités d'un accès inégal](#)

Voyager seule en tant que femme enceinte : une expérience enrichissante en matière de vulnérabilité, d'empathie et de redéfinition de la force

[Dr Deepika Saluja](#)

Lorsque j'ai reçu la confirmation de ma participation au [Forum mondial sur la bioéthique dans la recherche](#) au Ghana (18-19 novembre), j'étais ravie, mais aussi un peu anxieuse. À 26 semaines de grossesse, voyager seule à l'étranger n'était pas une décision que tout le monde comprenait. « Tu peux voyager à ce stade ? Est-ce seulement autorisé ? Comment vas-tu faire ? Pourquoi maintenant ? Pourquoi seule ? Emmène quelqu'un avec toi ! » Même mon médecin hésitait. J'ai négocié les médicaments, les précautions à prendre et promis que ce serait un voyage court, uniquement professionnel. Cinq jours, aller-retour. Pas de visites touristiques. Pas de risques.

Mais derrière cette inquiétude se cachait quelque chose de plus profond : le prisme culturel. En Inde, la grossesse est souvent entourée de précautions, de contrôles et de craintes. Elle est moins considérée comme un processus naturel que comme un état fragile nécessitant une protection constante - de la femme ou de l'enfant à naître ? Les résultats en matière de santé maternelle varient selon les régions et les contextes, mais il en va de même pour les attitudes et les perceptions de la société à l'égard de la grossesse et des femmes enceintes. Dans une société patriarcale comme l'Inde, les risques réels pour la santé coexistent souvent avec des récits culturels qui amplifient la peur autour de la grossesse et restreignent l'autonomie des femmes. Ma décision de voyager a-t-elle été motivée par le désir de remettre en question ce récit ? Peut-être.

- Pour continuer la lecture, voir IHP : [Voyager seule en tant que femme enceinte : une expérience enrichissante en matière de vulnérabilité, d'empathie et de redéfinition de la force](#)

Faits marquants de la semaine

Structure de la section « Temps forts »

- Renouvellement du Fonds mondial
- Sommet du G20 en Afrique du Sud
- Sommet UA-UE en Angola
- Santé mondiale et développement Repenser
- En savoir plus sur la gouvernance et le financement mondiaux de la santé
- PPPR
- Semaine de sensibilisation à la résistance aux antimicrobiens
- Préparation de la Journée mondiale de lutte contre le sida
- Urgences sanitaires
- Trump 2.0
- Déterminants commerciaux de la santé
- COP30 au Brésil
- Plus d'informations sur la santé planétaire
- SRHR
- Ressources humaines pour la santé
- Accès aux médicaments, vaccins et autres technologies de santé
- Conflits/guerres/génocides et santé
- Quelques autres rapports et publications de la semaine
- Divers

Renouvellement des ressources du Fonds mondial (21 novembre, Johannesburg)

Selon les termes de nos collègues, (la semaine dernière) « ... l'événement de vendredi était le **réapprovisionnement mondial le plus attendu de l'année dans le domaine de la santé**. Il s'est tenu en marge du sommet des dirigeants du **G20**, qui se déroulait également à Johannesburg, et était **co-organisé par l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni...** ».

Après le communiqué de presse du Fonds mondial, voici une couverture et une analyse provenant de diverses sources.

Communiqué de presse du Fonds mondial - Les partenaires du Fonds mondial font preuve d'unité et de détermination pour soutenir les progrès et renforcer la sécurité sanitaire mondiale

<https://www.theglobalfund.org/en/news/2025/2025-11-21-global-fund-partners-demonstrate-unity-resolve-sustain-progress-strengthen-global-health-security/>

« **Les 11,34 milliards de dollars américains collectés** malgré les défis mondiaux marquent un regain de solidarité et **ouvrent la voie à un système de santé mondial transformé et plus résilient.** »
Quelques extraits :

« ... **Le sommet a également marqué un engagement renouvelé à travailler différemment**, en adoptant une forme de partenariat plus agile et axée sur les pays, capable de s'adapter à un paysage sanitaire mondial en rapide évolution, de mobiliser de nouveaux donateurs et d'accélérer la mobilisation des ressources nationales pour la santé... »

« ... **Les États-Unis, principal donateur du Fonds mondial, ont engagé 4,6 milliards de dollars américains**, reconnaissant ainsi le rôle essentiel du Fonds mondial en tant que partenaire qui développe des innovations grâce à un mécanisme d'approvisionnement groupé de classe mondiale et soutient les travailleurs de santé de première ligne. ... **Les engagements des États membres du G20 ont atteint 8,96 milliards de dollars américains**, reflétant le consensus selon lequel le Fonds mondial est un investissement rentable pour faire progresser la santé mondiale... »

« ... **Un certain nombre de pays africains, qui sont tous également bénéficiaires de subventions du Fonds mondial, ont pris des engagements de solidarité pour un montant total de 51,59 millions de dollars américains...**

« ...**Le secteur privé a joué un rôle déterminant : la Fondation Gates, le plus grand donateur privé du Fonds mondial, s'est engagée à verser 912 millions de dollars. La Children's Investment Fund Foundation (CIFF) s'est engagée à verser 135 millions de dollars supplémentaires**, portant son engagement total à 200 millions de dollars depuis la septième reconstitution des ressources, ce qui représente une augmentation significative par rapport à ses engagements précédents. **(RED) a poursuivi son partenariat de près de deux décennies avec un engagement de 75 millions de dollars**, et d'autres donateurs privés se sont engagés à verser un total de 201,85 millions de dollars, portant le soutien global à la huitième reconstitution à **1,34 milliard de dollars à ce jour, et d'autres promesses de dons sont attendues...** »

Devex - Le Fonds mondial a levé 11,34 milliards de dollars grâce à une promesse de contribution surprenante des États-Unis

<https://www.devex.com/news/global-fund-raised-11-34-billion-with-a-surprising-us-pledge-111310>

Analyse et aperçu incontournables des promesses de dons.

« **Les États-Unis ont fait preuve d'un soutien inattendu, s'engageant à verser 4,6 milliards de dollars et maintenant leur ratio d'engagement correspondant.** »

« ... **les États-Unis ont fait preuve d'un soutien surprenant après les messages contradictoires de l'administration Trump**, notamment sur la question de savoir s'ils s'engageraient ou non. Lors du dernier cycle de financement, ils s'étaient engagés à verser jusqu'à 6 milliards de dollars, mais **même avec une réduction, le pays reste le plus grand donateur**. Les États-Unis **ont également maintenu leur ratio de contribution, selon lequel pour chaque dollar versé, le Fonds mondial doit obtenir deux dollars auprès d'autres donateurs**, ce que l'administration Trump avait précédemment déclaré vouloir modifier afin que les États-Unis versent moins que les autres pays. ...

« ... **Les autres principaux contributeurs publics du Fonds, classés en fonction de leur statut de donateurs de premier plan** : • **La France** a déclaré qu'elle annoncerait son engagement à l'issue du débat budgétaire parlementaire national. Elle a également souligné que son soutien au Fonds mondial restait inchangé. • **Le Royaume-Uni** s'est engagé à verser 850 millions de livres sterling, soit une réduction de 15 % par rapport à son engagement précédent. • **L'Allemagne** s'est engagée à verser 1 milliard d'euros, soit une baisse par rapport aux 1,3 milliard d'euros qu'elle avait proposés lors de la dernière reconstitution des ressources. • **Le Japon** a déclaré qu'il s'engagerait ultérieurement. • **Le Canada** s'est engagé à verser 1,02 milliard de dollars canadiens, alors qu'il s'était engagé à verser 1,21 milliard de dollars canadiens lors de la précédente reconstitution des ressources. • La **Commission européenne** a déclaré qu'elle prévoyait d'annoncer son engagement au début de l'année prochaine... »

PS : « ... **Les pays européens ont apporté des contributions individuelles**, telles que 150 millions d'euros de l'Italie, 40 millions d'euros de la Belgique, 375 millions de couronnes danoises du Danemark, 195,2 millions d'euros des Pays-Bas, 200 millions de dollars de la Norvège, l'Espagne a augmenté sa contribution à 145 millions d'euros, et 72 millions d'euros de l'Irlande, soit une augmentation de 10 % par rapport au cycle précédent... »

- Et via [HPW](#) : « **Annonçant l'engagement des États-Unis par vidéo, Jeremy Lewin, sous-secrétaire américain à l'aide étrangère, aux affaires humanitaires et à la liberté religieuse, a décrit le Fonds mondial comme un « partenaire essentiel » dans la promotion de la nouvelle stratégie « America First » de son pays.** Les États-Unis ont **procédé à un « examen rigoureux » de leurs engagements multilatéraux** et « ont quitté de nombreuses organisations multilatérales, dont l'OMS et l'Unesco, car elles ne travaillent pas pour le peuple américain », a noté M. Lewin. « **Le Fonds mondial est un partenaire essentiel dans la promotion de notre stratégie America First.** Il promeut depuis longtemps les principes clés de notre approche, en investissant une grande partie de ses ressources dans l'achat à grande échelle de produits de santé », a déclaré M. Lewin.

TGH – Les États-Unis maintiennent leur engagement envers le Fonds mondial

P Yadav et al ; <https://www.thinkglobalhealth.org/article/the-united-states-maintains-its-global-fund-commitment>

« L'engagement de 4,6 milliards de dollars témoigne de la volonté des États-Unis de soutenir les **agences multilatérales qui répondent à certains critères.** » « ... L'engagement de 4,6 milliards de dollars témoigne de la volonté des États-Unis de **soutenir les efforts multilatéraux qui répondent à certains critères de la stratégie America First Global Health Strategy...** »

PS : « Conformément à ces priorités, **le système d'approvisionnement du Fonds mondial devra donner la priorité aux technologies de santé innovantes du secteur privé à plus grande échelle et veiller à ce que les entreprises qui génèrent des innovations dans le domaine des technologies de santé bénéficient d'incitations pour rester sur le marché**, plutôt que de laisser le marché aux mains des entreprises qui produisent des médicaments génériques... »

Évaluation des autres promesses de dons.

Notamment : « **Une autre promesse notable est venue de l'Afrique du Sud, co-organisatrice de la conférence de reconstitution des ressources, dont les 26 millions de dollars représentent près du triple de sa contribution moyenne sur trois cycles...** »

GFO – 8e reconstitution des ressources du Fonds mondial : une occasion manquée

<https://aidspan.org/Blog/view/32581>

Numéro brillant. « **Ce numéro spécial du GFO, consacré à la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial, met en évidence l'ampleur du déficit de financement révélé à Johannesburg et montre comment l'affaiblissement de la solidarité internationale expose davantage l'Afrique. Il souligne également les risques d'une nouvelle « austérité sanitaire », tout en mettant en avant les possibilités de renforcer la souveraineté, l'alignement sur les systèmes nationaux et la responsabilité locale.** Enfin, il appelle à repenser la coopération internationale afin de préserver à la fois l'efficacité et la justice dans la lutte contre ces trois maladies. »

« **... Johannesburg n'a donc pas été un échec, mais un miroir. Il a reflété un monde en transition, où la grammaire morale de l'aide est en train d'être réécrite.** Le défi consiste désormais non seulement à combler un déficit financier, mais aussi à rétablir la cohérence : trouver un équilibre entre réalisme et solidarité, souveraineté et interdépendance, efficacité et justice. »

Vous trouverez ci-dessous quelques informations supplémentaires sur **certains des articles de ce numéro du GFO** :

- [Le Fonds mondial lève 11,34 milliards de dollars américains lors de sa 8e réunion de reconstitution des ressources : entre échec et espoir](#)

« **Cet article analyse la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial, qui n'a pas atteint son objectif financier. Ce déficit est considéré comme un symptôme de l'affaiblissement de la solidarité internationale. L'article démontre que les fonds mobilisés restent essentiels, en particulier pour l'Afrique, qui est l'épicentre des trois maladies.** Tout en soulignant les risques concrets d'un sous-financement des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, l'article **identifie également les possibilités de tirer parti de ce sous-financement pour opérer une réorientation stratégique, notamment en protégeant les fonctions essentielles, en renforçant les systèmes nationaux et en autonomisant les acteurs africains.** »

« **... le résultat financier - 11,34 milliards de dollars à ce jour - confronte le Fonds à une dure réalité arithmétique : même en tenant compte des efforts de collecte de fonds continus et des contributions ultérieures, il lui sera impossible de financer toutes les priorités qu'il juge essentielles.** Les 6e, 7e et 8e phases de reconstitution des ressources racontent donc une histoire simple : l'ambition reste élevée sur le papier, mais la capacité politique à la financer s'érode. »

« Cette érosion s'inscrit **dans le cadre d'une restructuration plus large de l'aide publique au développement... À cela s'ajoute un changement progressif des priorités politiques. La sécurité sanitaire, la préparation aux pandémies, la lutte contre le changement climatique et, plus récemment, la sécurité énergétique et militaire absorbent une part croissante de l'attention et des budgets.** Le Fonds mondial n'est pas exclu de ces nouveaux cadres. En fait, **il se positionne de plus en plus explicitement comme un acteur de la sécurité sanitaire mondiale et du renforcement des systèmes de santé, mais il doit désormais démontrer sa pertinence dans un environnement saturé**

de demandes concurrentes. La 8e reconstitution montre que cet argument fonctionne encore dans une certaine mesure, mais avec plus de difficulté qu'auparavant. »

« **La principale leçon à tirer de la huitième reconstitution est double.** Premièrement, le résultat de 11,34 milliards de dollars confirme que **l'ère de l'expansion continue du financement multilatéral pour le VIH, la tuberculose et le paludisme est révolue.** La solidarité internationale, telle qu'elle était connue à l'époque des grandes initiatives de lutte contre le VIH, est mise à rude épreuve. Deuxièmement, **ce montant, qui dépasse les 10 milliards de dollars sur trois ans si l'on inclut les contributions supplémentaires et les financements complémentaires attendus de la part des grands absents, montre qu'une base solide de partenaires refuse d'abandonner ces trois maladies...** »

Trois grandes tendances se dégagent pour l'Afrique : « **Protéger l'essentiel : ... Ancrer le financement dans les systèmes nationaux... Construire des coalitions politiques plus larges autour du Fonds...** ».

- [Huitième reconstitution du Fonds mondial : un fossé de financement](#)

« **Le silence de plusieurs donateurs historiques à Johannesburg est également politique.** La France, le Japon et la Commission européenne ont tous joué un rôle structurant dans l'architecture mondiale de la santé au cours des deux dernières décennies. Leur incapacité à mettre des chiffres sur la table au moment même où le Fonds mondial tire la sonnette d'alarme envoie un **signal ambigu : un soutien symbolique au multilatéralisme, mais une réticence manifeste à le financer au niveau nécessaire.** De plus, selon un [document interne révélé par Euractiv](#), la Commission européenne envisage de mettre fin à son soutien financier à l'Alliance Gavi et au Fonds mondial d'ici 2030... »

« **L'Afrique en première ligne, mais pas aux commandes** Les **paramètres qui détermineront les allocations par pays pour 2027-2029 seront fixés par un conseil d'administration encore largement dominé par les donateurs traditionnels.** Les décisions sur la manière de gérer le déficit – quels pays verront leur enveloppe réduite, quels domaines programmatiques seront jugés « moins essentiels », quelles innovations devront attendre – seront prises davantage à Genève, Washington, Londres, Bruxelles ou Tokyo qu'à Abidjan, Kinshasa ou Maputo... »

- [Le pacte brisé de l'aide internationale et ses conséquences pour la santé mondiale](#)

Cet article analyse **la création d'une véritable « austérité sanitaire » en Afrique**, avec le continent comme épicerie, due au déclin rapide de l'aide internationale, en particulier dans le domaine de la santé, combiné à la sous-priorisation budgétaire de la santé par de nombreux gouvernements africains. **L'article montre que le Fonds mondial est au cœur de cette crise, pris entre le désengagement des donateurs et le non-respect des engagements nationaux, tels que les budgets d'Abuja et les promesses faites lors de la septième reconstitution des ressources.** L'article **préconise une double approche** : les pays riches doivent respecter leurs engagements et les États africains doivent enfin assumer leur part de responsabilité en finançant adéquatement la santé. »

À ce moment charnière, la communauté du Fonds mondial - y compris les donateurs, les pays bénéficiaires, la société civile et le secrétariat - a un rôle unique à jouer. Grâce à sa gouvernance équitable, à ses racines africaines solides et à sa capacité à démontrer son impact, le **partenariat jouit d'une crédibilité rare pour affirmer que la santé est un investissement dans la stabilité et la prospérité mondiales**, et non un élément d'ajustement. **Cependant, cela nécessite de nommer clairement ce qui se passe : l'austérité sanitaire mondiale.** Les populations les plus pauvres d'Afrique sont les premières victimes de cette austérité. »

« Rejeter cette austérité ne signifie pas nier la réalité des contraintes budgétaires, mais plutôt remettre en question les choix politiques qui la sous-tendent. **D'ici 2025, l'architecture de la santé mondiale, en particulier le Fonds mondial, arrivera à un tournant. Nous devons soit accepter que la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme devienne de plus en plus restrictive, réservée à quelques pays et à quelques interventions « prioritaires », soit réaffirmer que la solidarité en matière de santé reste un pilier de l'ordre international, avec des instruments appropriés et des alliances renouvelées.** C'est ce débat, plutôt que le montant des promesses d' s annoncées lors des conférences de reconstitution des ressources, qui déterminera **si nous considérerons 2025 comme l'année où nous avons laissé l'austérité s'installer ou comme l'année où nous avons choisi de la combattre.**

- PS : ce numéro du GFO contient également une **analyse de la nouvelle stratégie américaine en matière de santé mondiale** <https://aidspace.org/Blog/view/32575>

Lancet World Report - Malgré des coupes budgétaires massives, le Fonds mondial lève 11 milliards de dollars

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)02419-5/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)02419-5/fulltext)

« Avec d'autres promesses de dons importantes attendues dans les mois à venir, le résultat de la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial a apaisé les pires craintes. Ann Danaiya Usher fait le point. »

Quelques extraits :

« ... Selon les conditions fixées par le Congrès américain, le financement américain du Fonds mondial ne peut dépasser un tiers du total des contributions de tous les donateurs. Ce système de contrepartie 2:1 implique que les autres donateurs devront fournir 9,2 milliards de dollars pour déclencher l'engagement total des États-Unis. Dans ce cas, le Fonds mondial atteindrait 13,8 milliards de dollars pour 2026-2028. Mais les donateurs autres que les États-Unis n'ont jusqu'à présent promis que 6,7 milliards de dollars... »

« ... « L'annonce des États-Unis a certes été une surprise positive, mais de nombreuses questions subsistent quant au montant réel que les États-Unis finiront par verser et à la contribution des autres grands donateurs tels que la France, l'Union européenne et le Japon », a déclaré Janeen Madan Keller du Center for Global Development à Washington, DC (États-Unis). ... Les efforts de collecte de fonds pour la prochaine période sont compliqués par le fait que le Fonds mondial est toujours à la recherche de milliards de dollars qui avaient été promis en 2022 mais qui ne se sont pas encore concrétisés. Bien que 15,8 milliards de dollars aient été officiellement promis pour la septième reconstitution, le montant total reçu au 14 novembre 2025 s'élevait à moins de 11,7 milliards de dollars.

Il est essentiel d'obtenir ces fonds, car le Fonds mondial promet un financement aux pays sur la base des promesses de dons. En effet, au début de cette année, le [Fonds mondial aurait dû réduire de 1,4 milliard de dollars les subventions](#) qu'il avait déjà accordées. ... »

M. Kavanagh : « Si vous regardez comment fonctionnent les reconstitutions, tout repose sur la pression des pairs, sur la mise en place d'une politique de consensus pour soutenir certaines organisations », a-t-il déclaré. « Il est certain que la France et le Japon ne s'attendaient pas à ce que les États-Unis interviennent de manière aussi audacieuse. Cela pourrait expliquer en partie pourquoi

ils n'ont pas pris d'engagement. Aujourd'hui, les chances d'obtenir des engagements d'un montant raisonnable ont considérablement augmenté, car qui voudrait être surpassé par Donald Trump ? »...

Antoine de Bengy Puyvallée partage **cet avis et fait la comparaison avec la campagne d'investissement de l'OMS** : « ... Sur un objectif de 7,1 milliards de dollars, l'OMS n'a reçu que 1,65 milliard de dollars d'engagements de la part des donateurs. Au cours de l'année écoulée, le total est passé à 1,97 milliard de dollars. **« L'OMS est loin de disposer d'un système de soutien comparable à celui de Gavi et du Fonds mondial », a-t-il déclaré...** »

Éditorial du Lancet - Le Fonds mondial et l'avenir de la santé mondiale

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)02421-3/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)02421-3/fulltext)

The Lancet revient également sur la reconstitution des ressources du Fonds mondial, évaluant également ce que cela pourrait impliquer pour l'avenir de la santé mondiale, en soulignant les tendances observées tant dans les pays du Nord qu'en Afrique.

« ... **la décision de ne pas soutenir pleinement le Fonds mondial**, le programme multilatéral de santé le plus efficace de l'histoire, met en péril la santé de millions de personnes et **soulève de sérieuses questions pour l'organisation...** ».

L'éditorial se termine sur une note positive : « ... **Le changement est en marche, et bien qu'il soit en partie motivé par des circonstances défavorables, il offre également d'énormes opportunités : créer des institutions plus équitables et plus efficaces, redistribuer le pouvoir et repenser ce à quoi devrait ressembler la santé mondiale dans l'ère post-ODD.** »

Sommet du G20 en Afrique du Sud (22-23 novembre)

Avec une **couverture** médiatique, **des analyses, quelques réactions** (notamment du **point de vue de la santé mondiale**), un **aperçu du prochain hôte du G20** (les États-Unis) et plus encore.

- **Déclaration des dirigeants** : <https://dirco.gov.za/g20-south-africa-summit-leaders-declaration-22-and-23-november-2025/> Mentionne plus ou moins ce à quoi on pouvait s'attendre en matière de santé mondiale (comme le PPPR, la CSU, etc.)

Analyse de la déclaration des dirigeants par l'IISD : [Les dirigeants du G20 prônent la solidarité, l'égalité et la durabilité pour une croissance inclusive](#)

Devex - Le sommet du G20 en Afrique du Sud adopte une déclaration sans les États-Unis

<https://www.devex.com/news/g20-summit-in-south-africa-adopts-declaration-without-the-us-111425>

Analyse globale recommandée. « Malgré le boycott des États-Unis et les tensions géopolitiques, l'Afrique du Sud obtient un consensus difficile au G20, même si beaucoup décrivent ces engagements comme un « maintien du statu quo » plutôt que comme un véritable changement. »

« Le premier jour du sommet des dirigeants du G20, les délégués ont adopté une déclaration avec un « consensus écrasant » sur la réforme de la dette, le changement climatique et les inégalités, alors même que les États-Unis, absents de la réunion, mettaient en garde les pays contre une telle décision... »

« C'est une victoire pour le processus diplomatique, mais cela ne change pas vraiment la donne sur le fond », a déclaré Gilad Isaacs, directeur exécutif de l'Institute for Economic Justice, un groupe de réflexion progressiste basé en Afrique du Sud. « Mais certains pourraient soutenir que maintenir le cap dans le contexte géopolitique actuel est en soi un exploit. »...

« ... Plus que tout, a poursuivi M. Isaacs, la présidence sud-africaine a mis en lumière les questions qui importent au continent africain. Cela s'est traduit par un appel à la paix au Soudan, en République démocratique du Congo, dans les territoires palestiniens et en Ukraine — dans cet ordre — et par l'ajout de quatre pages sur la nécessité d'investir dans la réponse aux catastrophes, l'atténuation et l'adaptation, et de réagir à « l'urgence et à la gravité » du changement climatique. La [déclaration](#) abordait également les inégalités, l'alourdissement de la dette et le coût élevé du capital en Afrique, qui fait référence aux taux d'intérêt auxquels les pays sont confrontés lorsqu'ils tentent d'emprunter des fonds. Grâce à la mise en avant de ces questions dans la déclaration, a déclaré Isaacs, les pays membres du G20 ont désormais une plus grande capacité à les faire avancer... »

- Via [Devex](#) : « ... La dette et le coût du capital figuraient en tête de l'ordre du jour du G20. Lors du sommet des dirigeants du G20 qui s'est tenu le week-end dernier, les chefs d'État se sont largement tenus aux engagements existants en matière de dette : ils ont réaffirmé leur soutien au cadre commun du G20 sur le traitement de la dette et n'ont adopté aucune des réformes majeures proposées par un [groupe d'experts mandaté par le G20](#) au début du mois, notamment une nouvelle initiative de refinancement qui prévoit des prêts à faible coût permettant aux pays de racheter leur dette en devises étrangères négociée à prix réduit sur les marchés secondaires... « Nous avons eu quatre présidences consécutives du Sud, mais le résultat est plutôt décevant », déclare Bodo Ellmers, directeur général du [Global Policy Forum](#) Europe. « On espérait que cette série exceptionnelle aboutirait à des résultats tangibles qui renforceraient le rôle du Sud dans la gouvernance mondiale, mais la révolution n'a pas eu lieu. » « Néanmoins, la déclaration du G20 a reconnu les pressions croissantes de la dette et les coûts d'emprunt élevés de l'Afrique, et de nombreux pays à travers le monde en ont pris note. Tout au long de l'année, l'Afrique du Sud a soulevé la question du coût du capital sur le continent et a insisté sur le fait que les notations de crédit des pays africains sont souvent pondérées par le risque perçu. Le bloc a également lancé l'**Africa Engagement Framework**, une nouvelle initiative visant à ancrer la coopération entre le G20 et l'Afrique dans les questions financières africaines. L'Afrique du Sud s'est engagée à soutenir cette initiative jusqu'en 2030... »

- Et via [Al Jazeera : Le G20 ne parvient pas à résoudre la crise de la dette souveraine](#)

« ... malgré des promesses répétées – notamment dans la déclaration du sommet des dirigeants visant à « renforcer la mise en œuvre du cadre commun du G20 » – l'Afrique du Sud n'a présenté

aucune nouvelle proposition pour alléger les contraintes budgétaires des pays endettés. ... En mars, l'Afrique du Sud a convoqué un **groupe d'experts** – dirigé par un ancien ministre des Finances et un ancien banquier central kenyan – afin d'étudier les moyens d'aider les pays à faible revenu fortement endettés, en particulier en Afrique. Dans un rapport publié au début du mois, le groupe d'experts a repris bon nombre des idées avancées par les 165 organisations caritatives qui ont écrit à Ramaphosa en octobre, appelant à des mesures telles que la création d'un fonds spécial de dette soutenu par le FMI et la formation d'un club de débiteurs. **Mais les propositions des experts « n'ont même pas été prises en compte lors du sommet des dirigeants », a déclaré Kevin Gallagher, directeur du Centre de politique de développement mondial de l'université de Boston, à Al Jazeera.** Il a déclaré que **la présidence du G20 « n'avait pas réussi à traiter l'ampleur du problème mondial de la dette ».** « En fin de compte, a ajouté M. Gallagher, **l'Afrique du Sud a été dépassée** par des membres plus importants et plus influents du G20 sur le plan économique, qui ne voyaient guère d'intérêt pour eux-mêmes à réformer l'architecture financière internationale en matière de dette. »...

- Connexes : IPS - [Le G20 a échoué sur la question de la dette. Il est temps de se tourner vers l'ONU](#) (par T J Yungong (Afrodad) et al)

Winnie Byanyima, directrice exécutive de l'ONUSIDA, s'exprimant lors du sommet du G20, salue la déclaration des dirigeants

https://www.unaids.org/en/resources/presscentre/pressreleaseandstatementarchive/2025/november/20251122_g20

« La déclaration comprend un appel à l'action du G20 sur ce qu'il qualifie d'« inégalités croissantes » et demande des mesures plus importantes pour améliorer la sécurité sanitaire mondiale à l'avenir et lutter contre les pandémies actuelles telles que le sida. Les dirigeants du G20 ont souligné la « marge de manœuvre budgétaire » limitée des pays à faible et moyen revenu et ont appelé à une action globale et coordonnée sur les vulnérabilités liées à la dette, ainsi qu'à un financement durable accru pour la santé et la lutte contre les maladies, par le biais des recettes d' s nationales et du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Ils ont souligné la possibilité d'améliorer l'accès aux médicaments grâce à l'accord de l'OMS sur les pandémies. La déclaration réaffirme également le rôle central des Nations unies dans la réalisation de ces objectifs. »

HPW - Un tournant : l'agenda de Lusaka est ancré dans la déclaration du G20

S Haheim (secrétaire d'État norvégien au développement international) et al ; <https://healthpolicy-watch.news/a-turning-point-lusaka-agenda-is-anchored-in-the-g20-declaration/>

« Pour la première fois, la **déclaration des dirigeants du G20** fait explicitement référence au **programme de Lusaka**, une étape importante pour les pays en développement qui réclament depuis longtemps une architecture mondiale plus équitable en matière de santé. Cette reconnaissance donne un poids politique à un programme qui place les systèmes de santé intégrés, la couverture sanitaire universelle et le leadership national au centre de la réforme mondiale de la santé. **Mais une simple référence ne suffit pas. Les engagements doivent se traduire en actions...** »

PS : « ... L'Afrique du Sud, à travers sa présidence du G20 placée sous le thème « Solidarité, égalité, durabilité », a mis en avant des priorités importantes : la couverture sanitaire universelle, les soins de santé primaires et les maladies non transmissibles. ... »

« La Norvège, en tant que pays invité du G20 cette année, soutient fermement l'Afrique du Sud dans ces efforts. Les deux nations partagent un engagement en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR), pierre angulaire de l'équité et de la résilience. Ensemble, nous défendons des systèmes de santé intégrés qui protègent les plus vulnérables et fournissent des soins à tous. Le leadership de l'Afrique du Sud s'étend également à la souveraineté sanitaire. Le processus de Johannesburg, soutenu par la Norvège, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Gavi et d'autres, renforce la production locale de vaccins et de médicaments, notamment grâce au centre de transfert de technologie ARNm situé au Cap. ... »

Politique mondiale - Le G20 sud-africain annonce un rééquilibrage diplomatique mondial face aux perturbations, à l'absentéisme et à l'erratisme de Trump/des États-Unis

A Cooper ; <https://www.globalpolicyjournal.com/blog/24/11/2025/south-africa-g20-signals-global-diplomatic-rebalancing-amid-trumpus-disruption>

« Le président américain Trump a jeté une ombre profonde, bien que lointaine, sur le G20 sud-africain. Sur le plan diplomatique, l'approche de Trump/des États-Unis a été marquée par un mélange de perturbations, d'absentéisme et d'erratisme. Une combinaison qui, au lieu d'imposer une influence dominante sur le sommet, a fini par exposer les limites de ce type d'approche négative, désengagée et déconnectée. ... »

- Et une autre analyse du même auteur, axée davantage sur le sommet social du G20 : [L'Afrique du Sud riposte contre le pessimisme ambiant au sommet social du G20](#)
- [The Conversation - La présidence sud-africaine du G20 : une victoire diplomatique, mais une déclaration finale faible](#) (par D Bradlow)

Devex – Que signifie la présidence américaine du G20 pour le monde ?

<https://www.devex.com/news/what-does-the-united-states-g20-presidency-mean-for-the-world-111428>

« La fin du mandat sud-africain au G20 marque le début d'une nouvelle présidence américaine, dont les priorités semblent presque opposées à celles des dernières années.

« Sous la présidence sud-africaine, ces priorités étaient la solidarité, l'égalité et la durabilité ; sous la présidence américaine, le G20 se concentrera sur la croissance, la déréglementation et l'énergie. L'Afrique du Sud a également élargi le cercle des nations et des organisations participant au processus du G20, tandis que les États-Unis devraient le réduire. Et l'Afrique du Sud s'est concentrée sur les besoins de son continent, tandis que les États-Unis sont dirigés par un leader qui a fait de l'« America First » la pierre angulaire de son programme... »

« ... Les analystes s'attendent à ce que les sujets brûlants de la guerre culturelle américaine, à savoir le genre et le climat, soient écartés du processus du G20, bien que le département d'État et

le Trésor américain n'ait pas répondu à une demande de commentaires à temps pour la publication... **Si l'énergie devrait être une priorité majeure de la présidence américaine du G20, elle s'inscrit davantage dans une approche globale, contrairement à l'approche durable adoptée par l'Afrique du Sud et le Brésil, président du G20 l'année dernière. Les États-Unis devraient également détourner l'attention du G20 du Sud**, sur lequel les quatre derniers présidents du G20 (Afrique du Sud, Brésil, Inde et Indonésie) avaient concentré leur engagement.

« ... Pour Bessent, les réductions d'impôts permettent au pays de « libérer tout le potentiel de l'économie américaine » et encouragent les entreprises à investir à nouveau aux États-Unis. Mais **ces mesures vont à l'encontre des appels en faveur d'une fiscalité plus progressive lancés par les dernières présidences du G20, qui provenaient toutes des pays du Sud.** « Il est clair que le G20 de l'année prochaine ne sera pas un G20 où le consensus contribuera à faire avancer ce programme », a déclaré Susana Ruiz, responsable mondiale de la justice fiscale chez Oxfam International... »

PS : « **Bien que les États-Unis n'aient pas encore dévoilé leur plan pour le G20, plusieurs s'inspirent des remarques de Bessent lors des réunions annuelles de la Banque mondiale en octobre et de l'engagement du Trésor auprès des institutions financières internationales tout au long de l'année.** Selon Eric LeCompte, directeur de l'organisation de réforme de la dette Jubilee USA Network, un élément essentiel de cette démarche est que **Bessent a continué à demander que les processus d'allègement de la dette soient plus rapides et plus efficaces... ».**

Reuters - L'accent mis par l'Afrique du Sud sur la dette au G20 sera mis à l'épreuve alors que les États-Unis prennent la présidence

[Reuters](#) ;

Concernant l'avenir de la question de la dette. « **La présidence américaine mettra à l'épreuve les ambitions du G20 en matière d'allègement de la dette ; la dette des économies émergentes atteint un niveau record ; le cadre commun du G20 montre des progrès limités en matière d'allègement de la dette.** »

«**Les dirigeants du G20 s'éloignent des pays du Sud alors que les problèmes d'endettement des pays pauvres menacent de resurgir**, mettant à l'épreuve la capacité du groupe à traduire ses ambitions en matière d'allègement de la dette en actions concrètes sous la présidence **américaine.** **Dimanche, l'Afrique du Sud a cédé la présidence du G20 aux États-Unis, mettant ainsi fin à une série de quatre mandats assurés par des grandes économies émergentes, dont l'Indonésie, l'Inde et le Brésil, au cours desquels la viabilité de la dette des pays en développement est devenue une priorité de plus en plus importante... »**

Et quelques autres brèves concernant le G20 :

- [Guardian – L'Afrique du Sud déclare la violence sexiste catastrophe nationale au milieu des protestations du G20](#)

« Les associations de femmes ont salué cette **annonce à la veille du sommet international des dirigeants** à Johannesburg. »

- [Fondation Rockefeller – NOUVEAU SONDAGE : les pays du G20 s'accordent sur l'importance des questions humanitaires et de développement international et sur la prévention des guerres et des conflits](#)

« Les personnes interrogées dans les pays du G20 s'accordent également à dire que leur pays devrait coopérer pour relever les défis mondiaux, même si cela implique de faire des compromis sur certains intérêts nationaux, selon une nouvelle étude de la Fondation Rockefeller et de Focalddata. Une forte majorité des répondants du G20 estime que les organisations internationales devraient prendre l'initiative sur les questions liées au développement et à l'humanitaire. »

« À l'approche du sommet du G20 qui se tiendra ce week-end à Johannesburg, en Afrique du Sud, la Fondation Rockefeller a publié les résultats de sa dernière étude, intitulée « *A Mandate for International Cooperation: G20 Popular Opinion on Global Action* » (Un mandat *pour la coopération internationale : l'opinion publique du G20 sur l'action mondiale*). ... » Découvrez les autres conclusions.

- The Globe & Mail - [Finie la politique étrangère féministe, déclare Carney](#) Au Canada, du moins.

[ODI \(Commentaire d'expert\) Quelle est la prochaine étape pour le G20 ? Perspectives pour le financement de la transition sous les futures présidences](#) (par A Gilmore et al)

- Via [Deves](#) : « Les dirigeants du Brésil, de l'Afrique du Sud, de l'Espagne et des unions africaine et européenne ont soutenu une nouvelle proposition visant à créer un panel international sur les inégalités, qui synthétiserait les données sur le sujet et fournirait des analyses politiques aux gouvernements.
- [Le Global Public Investment Network et le Club de Madrid saluent la création de la Commission Ubuntu, dirigée par l'Afrique du Sud, sur les défis publics mondiaux et les investissements publics mondiaux](#)

« Le Réseau mondial d'investissement public (GPIN) et le Club de Madrid ont salué l'annonce de la création de la Commission Ubuntu, dirigée par l'Afrique du Sud. La déclaration des dirigeants du G20 a annoncé la création de la Commission Ubuntu, qui « encouragera la recherche et le dialogue éclairé [sur les défis publics mondiaux et les investissements publics mondiaux](#) ».

PS : « ... Dans le cadre d'un processus complémentaire essentiel, le Réseau mondial d'investissement public a annoncé qu'un groupe croissant de gouvernements et d'institutions internationales se réunissent pour planifier la mise en œuvre de cette nouvelle approche de financement, en vue de garantir sa réalisation au cours de cette décennie. L'un des gouvernements champions, l'Uruguay, a décrit le lancement de ce travail dans un récent éditorial qui explique comment l'investissement public mondial « a le potentiel de recalibrer la coopération internationale, en éloignant le monde d'une dynamique de pouvoir figée et inéquitable, pour le diriger vers une coopération internationale véritablement collective ».

- [NYT - Trump déclare que l'Afrique du Sud n'est pas invitée au sommet du G20 aux États-Unis en 2026](#)

Sommet UA-UE en Angola (24-25 novembre)

À Luanda, **les 54 dirigeants de l'Union africaine et les 27 chefs d'État de l'Union européenne ont tenu une réunion** sur le thème « **Promouvoir la paix et la prospérité grâce à un multilatéralisme efficace** ».

[Déclaration commune du 7e sommet Union africaine \(UA\) - Union européenne \(UE\)](#)

Ps : **point 19 concernant la santé mondiale.**

Quelques-uns des **principaux résultats** :

<https://www.consilium.europa.eu/en/meetings/international-summit/2025/11/24-25/>

Lors du sommet, les dirigeants ont discuté des moyens de renforcer la coopération : vers un avenir prospère et durable ; dans les domaines de la paix, de la sécurité et de la gouvernance ; dans le cadre multilatéral ; en matière de migration et de mobilité.

« **Selon la déclaration commune du sommet, les deux parties ont souligné leur soutien au multilatéralisme**, au règlement pacifique des conflits et à une coopération renforcée dans des domaines tels que la lutte contre le terrorisme, l'adaptation au changement climatique, les énergies vertes, la transformation numérique, l'agriculture et les systèmes de santé. Elles se sont également engagées à stimuler les investissements, à soutenir l'industrialisation de l'Afrique, à renforcer l'intégration régionale et à adopter une approche équilibrée de la migration qui élargisse les voies légales tout en s'attaquant aux flux irréguliers... »

PS : Les dirigeants se sont félicités des progrès significatifs réalisés dans la **mise en œuvre du programme d'investissement Global Gateway Africa-Europe**, d'une valeur de **150 milliards d'euros**.

Reuters - Le président de l'Union africaine appelle à des outils de restructuration de la dette plus équitables lors du sommet avec l'UE

[Reuters](#) ;

« **Le président angolais Joao Lourenco, actuel président de l'Union africaine, a appelé lundi à des outils de restructuration de la dette plus équitables et à des instruments de financement innovants pour soutenir le développement de l'Afrique.** Les commentaires de M. Lourenco, adressés aux dirigeants africains et européens réunis dans la capitale angolaise, interviennent **alors qu'un nombre croissant de pays africains sont menacés par le surendettement...** »

« **... Le cadre commun du G20, mis en place pendant la pandémie de COVID afin d'accélérer la restructuration de la dette des pays les plus pauvres, n'a enregistré que des progrès limités, même si le sommet du G20 qui s'est tenu le week-end dernier en Afrique du Sud s'est engagé à l'améliorer...** »

Euractiv - Les dirigeants de l'UE et de l'Afrique vont discuter de commerce et de minerais, alors que l'Ukraine occupe le devant de la scène

<https://www.euractiv.com/news/eu-africa-leaders-to-talk-trade-and-minerals-as-ukraine-looms-large/>

« Les discussions avec les pays africains porteront principalement sur le **commerce, les migrations et les matières premières essentielles.** »

Le sommet de Luanda : réaffirmer les liens plutôt que faire des vagues

Kathleen van Hove (responsable politique senior, développement des partenariats et coordinatrice UA-UE) ; <https://www.linkedin.com/pulse/luanda-summit-reaffirms-ties-rather-than-make-waves-kathleen-van-hove-tcefe/>

Extrait : « ... **Ce sommet a essentiellement réaffirmé les conclusions du G20** en matière de réforme des institutions mondiales, de multilatéralisme et d'architecture financière internationale, d'autonomisation des pays du Sud, ainsi que l'importance de l'action climatique et du financement... »

« Une **comparaison avec la déclaration de 2022** montre une **insistance nettement plus forte sur la nécessité de « réinitialiser le système multilatéral** ». Cette priorité renouvelée reflète l'instabilité mondiale générée par les récentes actions du président américain. L'accent mis sur le co-investissement et le soutien à la ZLECA marque un changement par rapport à l'approche traditionnelle axée sur l'aide. **L'accent a été mis de manière plus prononcée sur les minéraux critiques et la souveraineté industrielle**, ce qui correspond à la fois au désir de l'Afrique de progresser dans la chaîne de valeur et au besoin de l'Europe de s'assurer des intrants pour la transition verte. **La paix et la sécurité restent un sujet clé de préoccupation commune, mais l'accent est davantage mis sur les menaces hybrides, le cyberspace, le numérique, la désinformation et un appel plus fort en faveur d'une prise de décision conjointe dans le financement des processus de paix.** La déclaration a abordé chacun des **quatre piliers du partenariat** : « les personnes, la planète, la paix et la prospérité ». »

Liens connexes :

- (7 novembre) : Africa CDC - [L'Afrique et l'Europe renforcent le partenariat UA-UE en matière de santé](#) (concernant la réunion préparatoire à Pretoria)
- (Mars 2024) – Briefing au Parlement européen : [coopération entre l'Union africaine et l'Union européenne en matière de santé](#)

Santé mondiale et développement Repenser

Politique mondiale – À quoi ressemblera l'architecture mondiale du développement en 2030 ? Et que peuvent faire l'UE et le Royaume-Uni pour l'influencer ?

Andy Sumner et Stephan Klingebiel ;

<https://www.globalpolicyjournal.com/blog/27/11/2025/what-will-global-development-architecture-look-2030-and-what-can-eu-and-uk-do>

« Imaginez l'année 2030. Le président américain JD Vance est à la Maison Blanche, l'IA a remodelé les marchés du travail et les chocs climatiques sont plus difficiles à ignorer. **Dans ce contexte, quel type de système de développement mondial existera-t-il ?** Cette question est déjà sur les tables des ministres du Développement du G7 et du G20, qui débattent de la manière dont l'« architecture » du développement devrait être réorganisée. **Dans une nouvelle note d'orientation, nous dressons un tableau détaillé des visions politiques concurrentes qui se dessinent en 2025 et pourraient dominer d'ici 2030.**

« Quelles sont donc les visions que nous avons de l'architecture mondiale du développement en 2030 ?

L'une d'elles est la « **réduction de l'aide avec des conditions nationalistes** ». L'aide est intégrée dans la politique étrangère, commerciale et intérieure. Les subventions diminuent, les agences multilatérales sont mises à l'écart et la coopération devient des accords bilatéraux liés au contrôle des migrations, à l'alignement géopolitique ou à l'accès aux minéraux. Les droits, l'égalité des sexes et la justice climatique reculent.

Une deuxième vision est celle du « **multilatéralisme stratégique** ». Les banques multilatérales de développement restent centrales, mais leur mandat se limite à la stabilité macroéconomique, à la réponse aux crises et à la « maîtrise des risques ». Les financements concessionnels sont rationnés et réservés aux pays considérés comme fragiles ou géostratégiques. Le discours sur l'aide devient technocratique et sécuritaire, et la santé est présentée comme une question de biosécurité.

Une troisième vision est celle de la « **coopération au développement pluraliste** ». Il n'y a pas de système unique, mais de nombreux régimes qui se recoupent partiellement : initiatives chinoises, indiennes, du Golfe, régionales et de clubs. Les pays à faible et moyen revenu gagnent en marge de négociation en choisissant parmi les offres. Le compromis est la fragmentation. Les règles en matière de restructuration de la dette, de garanties et de transparence divergent, et les biens publics mondiaux peinent à obtenir un financement prévisible.

Enfin, une quatrième vision est celle de la « **solidarité mondiale 2.0** ». La coopération au développement est reconstruite autour de risques partagés tels que la stabilité climatique, les pandémies, la résistance aux antimicrobiens et la contagion de la dette. Le Nord et le Sud codirigent un fonds commun pour les biens publics mondiaux. Les contributions reflètent le revenu et le profil carbone, et l'accès reflète l'exposition au risque transfrontalier. La dichotomie donateur-bénéficiaire s'estompe, même si des frictions persistent. »

- Et un lien : OMS - [OMS, UN80 et l'architecture mondiale de la santé](#) (Session d'information des États membres, 20 novembre)

Plus d'informations sur la gouvernance et le financement de la santé mondiale

Dernièrement, cela s'est davantage transformé en une section sur la gouvernance mondiale de la santé/la gouvernance mondiale pour la santé et le financement mondial de la santé :)

Le CDC Afrique dévoile une nouvelle vision pour la sécurité sanitaire et la souveraineté sanitaire à travers le continent

<https://africacdc.org/news-item/africa-cdc-unveils-a-new-vision-for-health-security-and-sovereignty-across-the-continent/>

(voir également l'article de Jean Kaseya publié la semaine dernière dans The Lancet)

« Le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies (Africa CDC) a dévoilé aujourd'hui une vision renouvelée pour le programme africain de sécurité et de souveraineté sanitaires (AHSS) afin de protéger le continent contre les menaces sanitaires croissantes tout en réduisant la dépendance vis-à-vis des systèmes, de la fabrication, des achats, des chaînes d'approvisionnement et du financement externes... ».

« Le programme AHSS s'appuie sur les fondements du Nouvel ordre de santé publique (NPHO), approuvé par les chefs d'État africains en 2022. Si le NPHO a permis de réaliser des progrès majeurs en matière de renforcement des institutions, de développement de la main-d'œuvre et de collaboration régionale à la suite de la COVID-19, l'Afrique est aujourd'hui confrontée à un paysage sanitaire mondial plus complexe et plus contraignant... »

« L'aide sanitaire extérieure au continent a chuté de près de 70 % depuis 2021, alors même que les épidémies ont augmenté de plus de 40 % entre 2022 et 2024. Les chocs climatiques, l'évolution des priorités géopolitiques, la fragilité des chaînes d'approvisionnement et les inégalités persistantes continuent de mettre en péril les systèmes de santé africains... »

« ... Au cœur du programme figure une transition vers une architecture sanitaire mondiale plus équitable, dans laquelle l'Afrique détient un pouvoir décisionnel proportionnel à ses besoins et à ses contributions... ».

Avec 5 piliers interconnectés.

PS : « Le programme pour la sécurité et la souveraineté sanitaires en Afrique (AHSS) renforce le message défendu par le Nouvel ordre de santé publique (NPHO) tout en ajoutant deux éléments essentiels qui faisaient défaut auparavant : un programme solide de transformation numérique et une réforme de l'architecture sanitaire mondiale.

Devex – Les pays africains vont-ils perdre leur influence dans le cadre d'un plan de santé « America first » ?

<https://www.devex.com/news/will-african-nations-lose-their-leverage-in-an-america-first-health-plan-111396>

« Les experts en santé publique ont exprimé leur inquiétude quant au fait que les gouvernements africains perdent leur pouvoir de négociation collectif avec l'approche « America First » en matière de santé mondiale. »

« ... Le continent africain s'efforce, par l'intermédiaire de l'Union africaine, d'approcher la communauté internationale en tant que bloc. Si les pays n'ont pas beaucoup d'influence à eux seuls, ils peuvent tirer parti de la puissance cumulée de 55 pays. Citons à titre d'exemple la zone de libre-échange continentale africaine, l'Agence africaine des médicaments, l'achat groupé de fournitures médicales et les négociations menées par l'intermédiaire de [l'Organisation mondiale de la santé](#) sur l'accord mondial relatif aux pandémies. Mais les accords bilatéraux avec les États-Unis éloignent le continent de ce modèle, ont déclaré des experts à Devex la semaine dernière à Nairobi, lors du symposium annuel de recherche sur la santé et le développement en Afrique... »

Citation : « ... Le Dr Seye Abimbola, professeur associé en systèmes de santé à l'[université de Sydney](#), a déclaré qu'il était au moins « gratifiant » de voir un tel niveau d'honnêteté sans détour. « C'est beaucoup plus honnête que tout ce que le gouvernement américain a jamais dit sur la santé mondiale », a-t-il déclaré. « Il y a quelque chose de rassurant dans tout cela : nous savons à quoi nous en tenir. C'est différent d'un cas de charité. » Et savoir où se situent les États-Unis peut aider les pays africains dans leurs négociations, a-t-il ajouté. « Vous avez plus de poids lorsque vous connaissez les termes de l'accord, contrairement à lorsque ceux-ci sont secrets », a déclaré M. Abimbola. « D'un autre côté, je suis également profondément conscient de la puissance du gouvernement américain dans cet accord, et c'est ce qui me dérange. »

PS : « Yap Boum, directeur adjoint chargé des incidents à l'Africa CDC, a déclaré jeudi lors d'une conférence de presse que son agence avait pris contact avec les pays avant leurs réunions avec les États-Unis. Il y aura une autre réunion pour faire le point avec les pays sur ces négociations afin de déterminer comment aller de l'avant en tant que continent pour s'assurer qu'ils obtiennent les meilleurs accords, a-t-il ajouté. ... Le directeur général de l'Africa CDC, le Dr Jean Kaseya, a récemment [appelé les ministres](#) à partager les informations sur leurs négociations en cours avec les États-Unis... »

AVAC – Les négociations sur la stratégie mondiale des États-Unis en matière de santé laissent les communautés de côté

<https://mailchi.mp/avac/global-health-watch-april18-2107597?e=f66302bb8e>

« Les partenaires africains de défense des droits, notamment les Réseaux nationaux d'Afrique de l'Est des organisations de lutte contre le sida et de services de santé (EANNASO) et la Coalition pour créer une dynamique, un pouvoir, un activisme, une stratégie et une solidarité en Afrique (COMPASS), ont fait le point sur les négociations en cours entre les pays concernant les protocoles d'accord (MoU) du gouvernement américain dans le cadre de sa nouvelle stratégie mondiale en matière de santé « America First ». Ils constatent que les communautés sont systématiquement exclues des négociations « de gouvernement à gouvernement » pour les nouveaux protocoles d'accord PEPFAR quinquennaux, ce qui constitue un revirement complet par rapport à l'engagement communautaire qui a caractérisé des décennies de lutte contre le VIH. Les efforts visant à garantir l'efficacité des programmes, la responsabilité des responsables de la mise en œuvre, les programmes destinés aux populations clés et la sécurité des produits sont tous remis en cause. ... La date limite pour la signature du protocole d'accord étant fixée au 12 décembre, il est urgent de se mobiliser pour exiger la transparence, l'inclusion et des conditions équitables pour toutes les parties. ... »

Le CDC Afrique salue le modèle de réforme sanitaire du Nigeria

<https://guardian.ng/features/health/africa-cdc-hails-nigerias-health-reform-model/>

« Lors de l'examen annuel conjoint 2025, le directeur général Jean Kaseya a salué le leadership du Nigeria en matière de financement intégré de la santé, de couverture sanitaire universelle et de production locale. »

« L'Africa CDC a salué les réformes en cours dans le secteur de la santé au Nigeria et a souligné que le Nigeria fera partie des quelques pays pilotes pour le financement intégré de la santé dans le cadre du partenariat du G20, **ce qui témoigne du rôle croissant du pays en tant que leader continental en matière de santé.** Le directeur général de l'Africa CDC, le Dr [Jean Kaseya](#), qui s'est exprimé lors de l'examen annuel conjoint 2025 du secteur de la santé à Abuja, sur le thème « Tous ensemble, une seule mission : mettre en lumière le secteur de la santé au Nigeria », a observé que **le modèle de réforme des soins de santé du pays est une voie pratique pour renforcer les systèmes de santé à travers le continent...** »

Rapport mondial du Lancet – Réduction de l'aide : la Tanzanie cherche à stimuler le financement national

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)02420-1/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)02420-1/fulltext)

« Suite à une forte baisse de l'aide internationale et aux conséquences néfastes qui en ont découlé, la Tanzanie prend des mesures pour réduire sa dépendance vis-à-vis des financements extérieurs dans le domaine de la santé. Syriacus Buguzi nous rend compte depuis Dar es Salaam. »

La Tanzanie « vise désormais à générer des recettes supplémentaires auprès des contribuables, pour un montant total de 225 millions de dollars américains, soit environ la moitié de son budget de santé pour 2024-2025, afin de compenser la baisse des financements des donateurs pour la lutte contre le VIH et d'autres initiatives sanitaires. La décision de la Tanzanie illustre une tendance mondiale plus large, qui voit les pays en développement chercher à devenir plus autonomes à mesure que les priorités internationales évoluent. **Inspirés par le modèle « du commerce plutôt que de l'aide »**, des pays comme le Rwanda et l'Éthiopie ont déjà fait des progrès en matière de financement national de la santé, réduisant leur dépendance à l'aide extérieure et minimisant leur vulnérabilité aux changements géopolitiques... »

« En juin, en réponse aux coupes importantes dans l'aide de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), le ministre des Finances tanzanien de l'époque, Mwigulu Nchemba, a annoncé une série de mesures, notamment de nouvelles taxes et redevances, afin de **générer des recettes supplémentaires pour les soins de santé.** Il s'agit notamment d'une augmentation des droits d'accise sur les boissons alcoolisées et les services de communication électronique, et de nouvelles taxes sur le carburant, les minéraux, les véhicules importés, les paris sportifs, les casinos terrestres et les billets de train et d'avion. [Le ministère des Finances](#) a déclaré que **30 % des recettes provenant des taxes et des prélèvements seraient versés au Fonds universel pour la santé, créé pour aider à financer la campagne de la Tanzanie en faveur de la couverture sanitaire universelle. Les 70 % restants seraient alloués au Fonds fiduciaire pour le sida, une initiative lancée par le Parlement en 2001 afin d'augmenter le financement national de la lutte contre le VIH/sida dans le pays...**

« ... **La Tanzanie a également annoncé la relance des industries pharmaceutiques tanzaniennes.** Initialement détenues par l'État, mais désormais gérées dans le cadre d'un partenariat public-privé, elles devraient contribuer à relancer la fabrication de médicaments génériques tels que les antirétroviraux... »

Plos Med - De la dépendance à l'autonomie : l'avenir de la lutte mondiale contre la tuberculose

Petra Heitkamp, M Pai et al ;

<https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1004824>

« Alors que les services de lutte contre la tuberculose se remettaient des perturbations causées par la pandémie de COVID-19, les coupes budgétaires brutales opérées par les pays du G7 mettent en péril les progrès réalisés. **Ces tendances, bien que dangereuses, révèlent également un tournant vers une lutte contre la tuberculose plus équitable, plus résiliente et plus autonome, menée par les pays les plus touchés.** »

The Economist – L'évolution de l'aide chinoise à l'Afrique

<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2025/11/27/the-changing-shape-of-chinese-aid-to-africa>

« Alors que les pays occidentaux réduisent leur aide, **la Chine ne semble pas disposée à combler le vide.** » « ... **L'aide sanitaire de la Chine est soigneusement ciblée sur les pays où elle cherche à obtenir des avantages commerciaux ou stratégiques...** »

Cet article se concentre notamment sur la Zambie.

IISD - Les négociations sur le traité de coopération fiscale portent sur les engagements et les différends fiscaux

<https://sdg.iisd.org/news/tax-cooperation-treaty-talks-discuss-commitments-tax-disputes/>

« Les discussions initiales ont porté, entre autres, sur les flux financiers illicites, la fraude fiscale et l'évasion fiscale, ainsi que sur l'imposition des personnes fortunées. L'INC a également **ouvert des discussions sur le renforcement des capacités et l'assistance technique**, de nombreux délégués appelant à des évaluations des besoins menées par les pays. »

PS : « Les travaux intersessions se poursuivront avant la prochaine réunion de l'INC en février 2026. **L'INC-3 s'est réuni à Nairobi, au Kenya, du 10 au 19 novembre 2025.** »

Politique mondiale (briefing) - Les négociations de l'ONU prises entre le lobby des entreprises et la lutte pour la justice mondiale

<https://www.globalpolicy.org/en/publication/un-negotiations-caught-between-corporate-lobby-and-struggle-global-justice>

« **Rapport sur la onzième session du groupe de travail intergouvernemental sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales en matière de droits de l'homme (« Traité des Nations unies »).** »

« Du **20 au 24 octobre 2025**, 63 États se sont réunis au Conseil des droits de l'homme des Nations unies (ONU) pour négocier un instrument international juridiquement contraignant visant à réglementer les activités des sociétés transnationales et autres entreprises commerciales (également connu sous le nom de « Traité des Nations unies »).... » **État des lieux.**

Mondialisation et santé - Le paysage des partenariats public-privé dans la gouvernance mondiale de la santé : présentation d'un nouvel ensemble de données

L Shipton ; <https://globalizationandhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12992-025-01162-z>

Cet article analyse un nouvel ensemble de données portant sur 73 partenariats public-privé mondiaux dans le domaine de la santé, régis par un total de 630 acteurs. Ces analyses fournissent **trois enseignements majeurs.** Premièrement, **les représentants des pays à revenu élevé occupent 69 % des sièges au sein des conseils d'administration des partenariats.** Ainsi, si les partenariats public-privé ont élargi l'éventail des acteurs pouvant participer à la gouvernance, il subsiste des disparités importantes dans l'accès à la prise de décision en fonction du niveau de revenu des pays. Deuxièmement, une **typologie des partenariats public-privé basée sur la composition des décideurs au sein des conseils d'administration est présentée. Cette typologie comprend les partenariats d'affaires, de la société civile, tripartites et super public-privé,** parmi lesquels les partenariats tripartites et de la société civile sont les plus courants. Troisièmement, comme les partenariats public-privé occupent eux-mêmes des sièges au sein de 24 partenariats, **cet article soutient l'idée que certains partenariats gagnent en influence et en autonomie dans le domaine de la santé mondiale grâce à la coopération entre partenariats.** Des analyses supplémentaires mettent en lumière le calendrier de l'essor des partenariats public-privé et une série de caractéristiques, notamment l'emplacement de leur siège, leur fonction, les questions de santé traitées et leur statut juridique.

En conclusion : « **Dans l'ensemble, les analyses suggèrent que le passage d'une gouvernance multilatérale par le biais d'organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé à une gouvernance multipartite par le biais de partenariats public-privé a contribué à une diminution de l'influence des pays à faible et moyen revenu dans la prise de décision et à une augmentation de celle des pays à revenu élevé.** »

Global Health 50/50 - Une nouvelle analyse révolutionnaire montre que les écarts de rémunération entre les sexes sont moins importants lorsque les femmes occupent des postes de direction

<https://global5050.org/closing-the-gap/>

« **Ce rapport présente des données sur les écarts de rémunération entre les sexes dans 45 organisations (basées au Royaume-Uni) actives dans le domaine de la santé mondiale. Nous montrons qu'au cours des huit dernières années, les organisations du secteur de la santé mondiale dirigées par des femmes PDG ont en moyenne des écarts de rémunération médians entre les sexes moins importants que les organisations dirigées par des hommes.** Ces résultats suggèrent que les

organisations dirigées par des femmes sont plus susceptibles de mettre en place des processus visant à remédier aux inégalités salariales structurelles... »

« **L'analyse s'appuie sur des données provenant du Royaume-Uni**, où les employeurs de 250 salariés ou plus sont légalement tenus depuis 2017 de publier chaque année les chiffres relatifs aux écarts de rémunération entre les hommes et les femmes. ... »

Quelques conclusions : « **Les organisations dirigées par des femmes PDG ont des écarts salariaux moyens entre les sexes inférieurs de 4,3 points de pourcentage à ceux des organisations dirigées par des hommes.** Et lorsque les femmes ont occupé le poste le plus élevé pendant cinq des huit dernières années, les organisations devraient combler leurs écarts quatre ans plus tôt. »

- [Opinion](#) connexe [du BMJ – Là où les femmes dirigent, l'égalité suit](#) (par Helen Clark, K Buse et al)

« **Les pays peuvent s'inspirer du succès du Royaume-Uni en matière de déclaration obligatoire et de responsabilité en matière d'écart salarial entre les sexes**, écrivent Helen Clark et ses collègues. »

PPPR

Le point sur le PABS via le [Resilience Action Playbook](#) :

« **Moment charnière pour le groupe de travail intergouvernemental. La semaine prochaine, les États membres de l'OMS retourneront à Genève pour la quatrième réunion du groupe de travail intergouvernemental (IGWG 4).** La session d'une semaine (du 1er au 5 décembre) reprendra les négociations sur [le projet de texte de l'annexe](#) du Bureau [sur l'accès aux agents pathogènes et le partage des avantages \(PABS\)](#). Toutefois, les attentes en matière de percées restent modestes, compte tenu des possibilités limitées de dialogue informel depuis la dernière session il y a trois semaines. **Cette semaine, le Bureau a tenu deux sessions informelles** au cours desquelles les États membres, les experts et les parties prenantes concernées ont discuté des contrats PABS (24 novembre) et des bases de données et réseaux de laboratoires (25 novembre), domaines marqués par des divergences importantes. ... »

Les anciens mettent en garde contre les accords bilatéraux sur les pandémies qui pourraient avoir un impact sur la coopération multilatérale

<https://theelders.org/news/elders-warn-against-bilateral-pandemic-deals-could-impact-multilateral-cooperation>

« **Les Elders mettent en garde contre le fait que les accords bilatéraux donnant accès aux données sur les agents pathogènes pourraient fragmenter les accords multilatéraux de préparation et de réponse aux pandémies, qui sont nécessaires pour protéger l'ensemble de la population contre les menaces futures...** »

PS : « Les Elders **soutiennent les objectifs de l'Accra Reset**, qui **encouragent les pays à affirmer leur souveraineté en matière de santé.** Les accords bilatéraux qui ne couplent pas l'accès aux agents

pathogènes avec le partage des avantages ne sont pas susceptibles de faire progresser cet objectif... »

Geneva Health Files - Existe-t-il une troisième voie ? Leçons pour le PABS tirées de contextes de traités parallèles [Essai invité]

[Geneva Health Files](#) ;

Essai invité opportun et complet **sur les leçons à tirer pour le PABS des récentes négociations sur l'accord relatif à la biodiversité au-delà des juridictions nationales (BBNJ).**

« **Siva Thambisetty, chercheuse à la London School of Economics, a collaboré avec plusieurs délégations à l'élaboration des principaux éléments de l'accord BBNJ. Dans l'édition d'aujourd'hui, elle formule des suggestions minutieuses et met en garde contre les écueils qui pourraient se présenter lors des négociations PABS, en s'appuyant sur son expérience directe au sein du BBNJ. »**

Siva propose « **six façons de repenser certains des aspects les plus difficiles de ces négociations. La troisième** consiste en un **système intégré qui va au-delà des systèmes dits ouverts et fermés**, basé sur la reconnaissance du lien entre les matériaux et les séquences, l'objectif des informations d'origine, l'importance de la forme et de la fonction des identifiants, les niveaux d'accès aux données, la vulnérabilité d'un système fermé, le rôle des bases de données publiques et la question épineuse de la propriété intellectuelle... ».

Fonds pandémique - Annonce : 3e appel à propositions

<https://www.thepandemicfund.org/news/announcement/announcement-3rd-call-proposals>

« **Lors de sa réunion à Kigali, au Rwanda, le 19 novembre 2025, le conseil d'administration du Fonds pandémique a approuvé l'octroi de 500 millions de dollars supplémentaires dans le cadre du 3e appel à propositions, afin de soutenir 32 pays à faible et moyen revenu à travers 20 projets visant à renforcer les capacités de prévention, de préparation et de réponse (PPR) aux pandémies** (voir tableau 1). Grâce à des cofinancements internationaux supplémentaires et à des co-investissements nationaux, **ces subventions permettront de mobiliser plus de 4 milliards de dollars**, soulignant ainsi la forte **capacité catalytique du Fonds pandémique**, seul instrument international dédié à la prévention et à la préparation aux pandémies... ».

« **Grâce à seulement trois appels à propositions depuis février 2023, le Fonds pandémique devrait mobiliser un total de plus de 11 milliards de dollars, touchant 98 pays dans six régions.** Les allocations détaillées dans le cadre du troisième appel à propositions seront annoncées au début de la nouvelle année, une fois que les modalités des projets auront été finalisées... »

« **Le Conseil d'administration a également approuvé une nouvelle méthodologie permettant d'identifier les pays présentant les risques et les besoins les plus élevés**, afin que le Fonds pandémique puisse combler au mieux les lacunes en matière de capacités dans les contextes les plus difficiles... »

Global Health Centre - Nouvelle base de données Comparaison des politiques relatives à l'accès aux agents pathogènes et au partage des avantages (#PABS) Annexe à l'OMS

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1kKzugt582jGyNY_Rjsnwzl2xleXZIRNe/edit?gid=1287293218#gid=1287293218

Ressource.

OMC - Le Conseil des ADPIC examine le transfert de technologie, la préparation aux pandémies et les infrastructures numériques

https://www.wto.org/english/news_e/news25_e/trip_10nov25_202_e.htm «

« Lors d'une réunion du Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) les 10 et 11 novembre, les membres de l'OMC ont eu des discussions animées sur des aspects clés de la propriété intellectuelle (PI), notamment le transfert de technologie, les infrastructures publiques numériques et les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19. Au cours de cette réunion, présidée par Emmanuelle Ivanov-Durand (France), les membres ont également été informés des notifications faites au titre de diverses dispositions de l'Accord sur les ADPIC et ont poursuivi leurs discussions sur la manière de procéder à l'examen de la mise en œuvre de l'Accord. ... »

Semaine de sensibilisation à la RAM (18-24 novembre)

Voir également la section supplémentaire consacrée à la RAM.

Telegraph - Contre-attaque : les scientifiques remportent une série de victoires dans la lutte contre les superbactéries

<https://www.telegraph.co.uk/global-health/science-and-disease/scientists-score-series-of-wins-in-battle-against-superbugs/>

« Les récentes avancées scientifiques alimentent l'optimisme quant à la reprise du rythme des découvertes de médicaments. »

À l'approche de la Journée mondiale de lutte contre le sida (1er décembre)

L'ONUSIDA publie son rapport pour la Journée mondiale de lutte contre le sida 2025 : Surmonter les perturbations, transformer la riposte au sida

<https://www.unaids.org/en/resources/presscentre/pressreleaseandstatementarchive/2025/november/wad-2025-report>

« La crise de financement de 2025 a plongé la riposte au sida dans la tourmente, entraînant des perturbations massives dans la prévention du VIH et les services communautaires, en particulier pour les plus vulnérables. Cependant, le nouveau rapport de l'ONUSIDA montre que la résilience, l'investissement et l'innovation, combinés à la solidarité mondiale, offrent toujours une voie pour mettre fin au sida. ... »

PS : « L'ONUSIDA travaille avec plus de 30 pays pour accélérer les plans nationaux de durabilité. ... »

HPW – ONUSIDA : les coupes budgétaires font peser des « risques dangereux » sur la riposte au VIH

<https://healthpolicy-watch.news/unaids-funding-cuts-pose-perilous-risks-for-hiv-response/>

Avec couverture et analyse du nouveau rapport de l'ONUSIDA.

« Selon le rapport 2025 de l'ONUSIDA publié mardi, les coupes budgétaires brutales ont entraîné des « risques dangereux » pour la riposte mondiale au VIH, qui menacent la santé et le bien-être de millions de personnes à travers le monde. ... Le rapport identifie les domaines les plus vulnérables comme étant le dépistage, la prévention et les soins du VIH, la collecte de données, les ripostes communautaires, les services destinés aux « populations clés » et les droits humains et l'égalité des sexes. »

PS : « Il est essentiel d'augmenter le financement national de la lutte contre le VIH, mais cela s'avère difficile pour de nombreux pays d'Afrique occidentale et centrale, où le service de la dette publique est en moyenne 5,5 fois supérieur aux allocations consacrées à la santé publique... Cependant, l'ONUSIDA estime qu'il est possible de faire passer la part nationale du financement de la lutte contre le VIH de 52 % en 2024 à deux tiers d'ici 2030. ... Vingt-six des 61 pays ayant rendu compte à l'ONUSIDA ont déclaré qu'ils prévoyaient d'augmenter leurs budgets publics nationaux consacrés au VIH... ».

« ... Parallèlement, une session extraordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine se tiendra le mois prochain afin d'obtenir le soutien nécessaire à la mise en œuvre de la feuille de route de l'Union africaine visant à « soutenir la riposte au sida, garantir le renforcement des systèmes et la sécurité sanitaire pour le développement de l'Afrique »... »

« Les dirigeants africains se sont également engagés à renforcer la fabrication locale de produits médicaux, et l'alliance pour les vaccins, Gavi, a engagé 1,2 milliard de dollars dans l'initiative Africa Vaccine Manufacturing Accelerator... ».

« **Le rapport présente également la nouvelle stratégie mondiale de lutte contre le sida (2026-2031), qui sera adoptée par le Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA en décembre.** La nouvelle stratégie est « centrée sur la personne et comporte moins d'objectifs précis ». Elle **met l'accent sur l'intégration des services liés au VIH dans les programmes nationaux, la réduction de la stigmatisation et la garantie d'un financement durable... ».**

« ... **L'ONUSIDA estime que 21,9 milliards de dollars seront nécessaires chaque année jusqu'en 2030** pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de VIH dans les pays à revenu faible et intermédiaire... ».

- Voir aussi [Actualités de l'ONU – L'ONUSIDA met en garde contre le pire revers de la riposte mondiale au VIH depuis des décennies](#)

« La riposte mondiale au VIH est confrontée à son plus grave revers depuis des décennies, a averti mardi l'ONUSIDA, alors que **des coupes budgétaires brutales et une détérioration de la situation des droits humains perturbent les services de prévention et de traitement dans des dizaines de pays.** »

- Et Devex - [Les services de prévention du VIH sont les plus touchés par les coupes budgétaires, met en garde l'ONUSIDA](#)

« Selon l'ONUSIDA, le déclin des services de prévention du VIH **pourrait entraîner 3,9 millions de nouvelles infections supplémentaires au cours des cinq prochaines années.** »

Avec quelques détails supplémentaires sur **la conférence de presse de Winnie Byanyima** lors du lancement du rapport. (y compris sur le déploiement du Lenacapavir)

Citation : « ... [Unitaid](#) et la [Fondation Gates](#) ont annoncé ces derniers mois des accords qui ramèneraient le prix des versions génériques du lenacapavir à [40 dollars par an](#), soit le même prix que la PrEP orale quotidienne. Mais **Mme Byanyima a déclaré que Gilead devrait accorder des licences à davantage d'entreprises, notamment en Afrique et en Amérique latine, afin de faire baisser encore le prix du médicament et de garantir que chaque région puisse le produire.** Selon elle, cela pourrait contribuer à réduire rapidement le nombre de nouvelles infections et permettre au monde de mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique... ».

Et à propos de la Chine : « ... **La Chine renforce également son soutien aux pays. La semaine dernière, elle [a annoncé une aide de 3,49 millions de dollars](#) pour soutenir la prévention du VIH en Afrique du Sud.** Mme Byanyima a déclaré que la Chine était en train de conclure des accords similaires avec plusieurs autres pays, notamment le Zimbabwe, le Lesotho, l'Ouganda, la Tanzanie et Cuba.

« Nous avons encouragé et catalysé ce financement pour un certain nombre de pays en tant que soutien supplémentaire de la Chine aux pays en développement, et nous fournissons un soutien technique pour que cet argent ait le plus grand impact possible », a déclaré Mme Byanyima,

ajoutant que **les pays soutenus par la Chine sont ceux où elle a déjà mis en place des programmes et « des relations solides »**. Ce soutien n'inclut toutefois pas le financement de l'achat de **lenacapavir**. « Le lenacapavir est un produit américain, et le **gouvernement chinois dépensera son argent pour des produits provenant d'entreprises chinoises**. C'est tout à fait normal », a-t-elle déclaré...

NYT – L'administration Trump ne commémorera plus la Journée mondiale de lutte contre le sida

<https://www.nytimes.com/2025/11/26/health/trump-us-world-aids-day.html>

« **Le département d'État a averti ses employés de ne pas utiliser les fonds publics à cette occasion et de « s'abstenir de promouvoir publiquement la Journée mondiale de lutte contre le sida par le biais de tout canal de communication »**. »

PS : « ... **Les employés et les bénéficiaires peuvent toujours « vanter le travail » accompli dans le cadre de divers programmes « pour lutter contre cette maladie dangereuse et d'autres maladies infectieuses dans le monde »**, indique le courriel. Ils **peuvent également assister à des événements liés à la commémoration**. Mais ils doivent « s'abstenir de promouvoir publiquement la Journée mondiale de lutte contre le sida par le biais de tout canal de communication, y compris les réseaux sociaux, les engagements médiatiques, les discours ou tout autre message destiné au public ».

PS : « **La Journée mondiale de lutte contre le sida est l'occasion pour le département d'État d'envoyer au Congrès les données du Fonds présidentiel d'urgence pour la lutte contre le sida, connu sous le nom de PEPFAR, qui finance des programmes de lutte contre le VIH dans le monde entier**. Le budget du programme a été fortement réduit au début de l'année, et l'administration envisagerait de y mettre fin. **On ne sait pas si le département prévoit toujours d'envoyer les données, comme il est tenu de le faire, mais à une autre date**. Le département n'a pas répondu aux questions visant à savoir si tel était le cas... ».

PS : « **L'administration Trump a donné pour instruction à ses employés et aux bénéficiaires de subventions de ne pas utiliser les fonds américains pour commémorer la Journée mondiale de lutte contre le sida, car cette commémoration a été lancée par l'Organisation mondiale de la santé**. »

Urgences sanitaires

Telegraph – L'épidémie de Marburg s'aggrave en Éthiopie alors que le nombre de morts augmente

<https://www.telegraph.co.uk/global-health/science-and-disease/marburg-outbreak-worsens-in-ethiopia/>

« **Les experts avertissent que la proximité de l'épidémie avec les frontières du Kenya et du Soudan du Sud signifie que, si elle n'est pas contenue, elle pourrait se propager rapidement**. »

Trump 2.0

Devex – Un ancien haut responsable de l'USAID détaille sa liste de souhaits en matière de santé et de financement

https://www.devex.com/news/ex-top-usaid-official-details-wish-list-on-health-and-funding-fixes-111413?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Bluesky#Echobox=1763713705

« Bill Steiger, ancien chef de cabinet de l'USAID sous la première administration Trump, met en garde le Congrès contre les menaces liées à la biosécurité et soutient les efforts visant à renforcer l'autonomie mondiale en matière de santé. »

PS : « ... Steiger a également présenté une liste de souhaits au Congrès, notamment la reconduction du [Plan présidentiel d'urgence d'aide à la lutte contre le sida \(PEPFAR\)](#) et [de l'Initiative présidentielle contre le paludisme](#). « Tous les programmes qui n'ont pas reçu l'autorisation du Congrès sont vulnérables à l'heure actuelle, et même si l'administration a déclaré vouloir les poursuivre, ils ont besoin d'une base juridique pour être reconduits », a-t-il déclaré. En outre, le Congrès devrait donner au Département d'État la possibilité de négocier des accords bilatéraux d' e dans le cadre de sa « stratégie mondiale pour la santé America First », ce qui, selon les juristes de l'agence, fait actuellement défaut. « Nous n'obtiendrons pas ce que souhaite l'administration avec des protocoles d'accord non contraignants. Nous n'y parviendrons qu'avec des contrats contraignants », a déclaré M. Steiger... ».

Devex – Le département d'État accorde 150 millions de dollars à Zipline pour tripler ses opérations de drones en Afrique

<https://www.devex.com/news/state-dept-grants-150m-to-zipline-to-triple-african-drone-operations-110498>

« Le département d'État américain va accorder jusqu'à 150 millions de dollars à la société de drones Zipline pour développer ses opérations d'approvisionnement sanitaire dans cinq pays africains, soulignant ainsi la nouvelle approche de l'administration Trump en matière d'aide sanitaire mondiale... »

Opinion Devex - Des signes encourageants émergent de la stratégie mondiale des États-Unis en matière de santé

Mark Green ; <https://www.devex.com/news/hopeful-signs-are-emerging-from-the-us-global-health-strategy-111438>

« Les partenariats avec Gilead et Zipline marquent un tournant vers un développement axé sur les entreprises, mettant l'accent sur l'innovation, les résultats mesurables et la croissance économique, parallèlement à l'impact sur la santé. »

Green (administrateur de l'Agence américaine pour le développement international sous la première administration Trump) voit quatre orientations stratégiques se dessiner.

CGD (blog) - Les femmes ont été disproportionnellement touchées par les politiques de l'administration Trump en matière d'aide, de migration et de commerce

C Kenny ; <https://www.cgdev.org/blog/women-have-been-disproportionately-harmed-trump-administration-aid-migration-and-trade>

« ... La première année du second mandat de Trump a été marquée par une offensive généralisée contre les flux mondiaux de biens, de services, de capitaux et de personnes, qui a eu un impact disproportionné sur les pays à faible et moyen revenu. En tant qu'effet secondaire de certaines de ces politiques et intention directe d'autres, **ces mesures ont eu un impact particulièrement important sur les femmes...** ». Aperçu des politiques d'aide, de migration et de commerce, respectivement.

Lancet (Commentaire) - CDC américain : une agence de santé publique en état critique

Debra Houry et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)02353-0/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)02353-0/fulltext)

Inclure un **paragraphe sur l'impact mondial** : « ... À l'échelle mondiale, la suppression proposée du Centre mondial de santé du CDC rompt les réseaux qui aident à détecter et à contenir les épidémies à l'échelle mondiale avant qu'elles n'atteignent les côtes américaines. Depuis des décennies, le CDC travaille avec les ministères de la santé pour renforcer les capacités des infrastructures et des services de laboratoire et d'épidémiologie, ce qui a conduit à des améliorations transformatrices dans la prévention, le contrôle et le traitement du VIH, de la tuberculose, du paludisme et d'autres menaces pour la santé publique. Cependant, ces investissements mondiaux exemplaires pourraient ne pas survivre aux politiques idéologiques et punitives du HHS en matière de finances et de personnel. Sans les scientifiques du CDC intégrés ou collaborant à l' , à l'OMS, aux ministères de la santé et aux Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (Africa CDC), l'expertise technique et l'engagement de longue date en matière d'alerte précoce et de réponse seront compromis. Le démantèlement de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et la perte du personnel du CDC chargé de la lutte contre le paludisme en Afrique auront des répercussions sur la lutte contre cette maladie, augmentant les risques d'infection importée et compromettant des décennies de progrès. **Dans ce contexte mondial en mutation, il est encourageant de voir l'Africa CDC lancer son programme de sécurité et de souveraineté sanitaires.** La perte de nombreuses années d'expérience et de soutien des États-Unis en matière de surveillance mondiale, de séquençage génomique et d'intervention d'urgence est déstabilisante. **Dans cet environnement en mutation pour la sécurité sanitaire, il est probable que d'autres nations, telles que la Chine, s'engagent dans ce domaine alors que l'influence et la protection des États-Unis diminuent, réduisant ainsi la préparation à la prochaine menace pandémique...** ».

Nature (Actualités) - Psychédéliques et immortalité : Nature s'est rendu à un sommet sur la santé mettant en vedette RFK et JD Vance

<https://www.nature.com/articles/d41586-025-03790-2>

« **Le sommet Make America Healthy Again**, auquel ont participé le secrétaire à la Santé Robert F. Kennedy Jr et le vice-président JD Vance, **a donné un aperçu de ce qui motive la politique de santé américaine.** »

NYT - Un médecin critique envers les vaccins discrètement nommé numéro deux du C.D.C.

<https://www.nytimes.com/2025/11/25/health/cdc-ralph-lee-abraham-vaccines.html>

« **Pendant la pandémie de Covid-19, le Dr Ralph Lee Abraham a promu des traitements discrédités comme l'ivermectine** et, en tant que chirurgien général de Louisiane, a mis fin à la campagne de vaccination de masse de l'État. »

Plos GPH – La présidence Trump : une succession de chocs mondiaux sur la santé mondiale

L Gostin ; <https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0005385>

Revue. « ... **Je documente ici les principales mesures exécutives prises par l'administration Trump en matière de santé mondiale, ainsi que leurs effets destructeurs sur la santé mondiale et les intérêts nationaux des États-Unis.** Les décrets présidentiels sur le retrait des États-Unis de l'OMS et le gel de l'aide étrangère ont eu les conséquences les plus importantes sur la santé mondiale, et seront mon principal sujet d'intérêt. Si de nombreuses mesures exécutives et législatives ont un impact profond sur la santé mondiale (par exemple, le changement climatique, l'immigration, les droits de douane et la recherche biomédicale), elles dépassent largement le cadre de cet article. **Je conclus par des propositions visant à tirer parti de cette rupture majeure dans la coopération internationale en matière de santé pour construire un écosystème de financement et de gouvernance de la santé mondiale plus résilient. Le danger offre l'occasion de nouer de nouvelles alliances, de renforcer l'autonomie et la résilience sans les États-Unis, du moins jusqu'à la prochaine élection présidentielle en 2028.** »

Veza - Ce que l'Afrique a perdu sous Trump : au moins 5 milliards de dollars. Ce qu'elle a obtenu en retour : « Un véritable chaos ».

[Veza](#) ;

« **Une analyse du CCIJ (Center for Collaborative Investigative Journalism) détaille l'ampleur des coupes dans l'aide américaine à l'Afrique.** Les programmes supprimés luttaien contre la famine, hébergeaient des réfugiés et combattaient les maladies. Ils faisaient même la promotion du passe-temps national américain, le baseball. Aujourd'hui, c'est le « chaos total » qui règne face aux décès et aux crises humanitaires. Le coût financier est probablement beaucoup plus élevé... »

« **Et l'estimation est prudente : seuls les fonds que les États-Unis s'étaient engagés à verser, mais n'avaient pas encore versés, ont été pris en compte. ...** »

Déterminants commerciaux de la santé

CCLAT - La conférence mondiale sur la lutte antitabac s'achève sur des décisions concernant l'environnement et la responsabilité

<https://fctc.who.int/newsroom/news/item/22-11-2025-global-tobacco-control-conference-concludes-with-decisions-on-environment-liability>

(22 novembre)

« La onzième session de la Conférence des Parties à la CCLAT de l'OMS s'est achevée par une série de décisions cruciales sur la lutte mondiale contre le tabagisme. Au total, 160 Parties se sont réunies du 17 au 22 novembre 2025 à Genève pour discuter des mesures mondiales de lutte contre le tabagisme dans le cadre de la CCLAT de l'OMS, l'un des traités des Nations unies les plus largement adoptés de l'histoire, qui engage les pays à mettre fin à l'épidémie mondiale de tabagisme. Des décisions clés ont été prises concernant la lutte antitabac et l'environnement, l'augmentation des ressources durables pour la lutte antitabac, les mesures prospectives de lutte antitabac et les questions relatives à la responsabilité de l'industrie du tabac pour les dommages qu'elle cause... ».

- Couverture et analyse via [HPW : « Une ingérence sans précédent de l'industrie » bloque les décisions sur les nouveaux produits du tabac et la pollution lors de la COP11 de la CCLAT](#)

« La onzième Conférence des Parties (COP) à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT) s'est achevée samedi à Genève sur des appels lancés aux États membres pour qu'ils prennent des mesures plus énergiques afin de réduire les dommages environnementaux liés au tabagisme et de renforcer la responsabilité des entreprises... »

« Mais les impasses politiques entre les pays, ainsi que l'ingérence de l'industrie, ont empêché toute avancée majeure concernant l'interdiction des filtres à cigarette en plastique, ainsi que le renforcement de la réglementation du marketing et du commerce transfrontalier des [cigarettes électroniques](#), du tabac aromatisé et d'autres nouveaux produits... ». « Une proposition d'interdiction des filtres à cigarette en plastique polluants, qui constituent l'une des sources de pollution les plus omniprésentes sur les plages et dans les cours d'eau du monde entier, n'a pas reçu le soutien des délégués. Une réglementation parallèle sur la divulgation du contenu des produits du tabac n'a pas non plus obtenu un soutien suffisant, malgré ce que certains observateurs ont décrit comme un « réel sentiment d'urgence dans la salle ». Plutôt que de créer un groupe de travail faisant autorité, les délégués ont convenu de mettre en place un groupe de consultation informel, sous la direction de l'OMS. ... »

« Malgré tout, la conférence de six jours, qui s'est tenue du 17 au 22 novembre, a vu l'adoption de décisions qui reconnaissent plus explicitement les graves dommages causés par l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement du tabac, de la culture à la fabrication en passant par la consommation, y compris les déchets produits par [les cigarettes électroniques](#)... »

« Parmi celles-ci, les délégués de la COP ont appelé les États membres à envisager des cadres réglementaires plus stricts concernant les produits et composants du tabac polluants, ainsi qu'à

tenir l'industrie du tabac légalement responsable des dommages qu'elle cause à la santé et à l'environnement... » « Malgré des divergences sur des questions clés, les délégués ont également convenu d'augmenter le financement public des programmes nationaux de lutte contre le tabagisme et d'envisager de nouvelles mesures plus prospectives, telles que l'interdiction générationnelle (pour les jeunes) de fumer des cigarettes. En outre, une décision a été approuvée, appelant les parties à envisager des mesures législatives plus strictes pour traiter la responsabilité pénale et civile liée à la lutte antitabac... »

CCLAT - Ouverture à Genève de la réunion mondiale sur l'élimination du commerce illicite des produits du tabac

<https://fctc.who.int/newsroom/news/item/24-11-2025-global-meeting-on-eliminating-illicit-trade-in-tobacco-products-opens-in-geneva>

« La quatrième réunion des Parties (MOP4) se tient du 24 au 26 novembre et rassemble 71 Parties au Protocole visant à éliminer le commerce illicite des produits du tabac, le premier protocole adopté dans le cadre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT de l'OMS). »

« Le Protocole est un traité international qui a pour objectif d'éliminer toutes les formes de commerce illicite des produits du tabac grâce à un ensemble de mesures que les pays doivent prendre en coopération les uns avec les autres : il s'agit d'une solution mondiale à un problème mondial. Le thème de la MOP4 est « Unis pour la justice, contre le commerce illicite du tabac ».

« On estime que le commerce illicite représente environ 11 % du marché mondial du tabac. Son élimination pourrait augmenter les recettes fiscales mondiales d'environ 47,4 milliards de dollars américains par an... ».

- Connexes : FCTC - [Les négociations sur le traité des Nations unies s'achèvent par des appels à la coopération pour lutter contre le commerce illicite du tabac](#) (26 novembre)

The Conversation - La consommation d'alcool chez les hommes nuit aux femmes et aux enfants, et l'impact est pire dans les pays pauvres

L Ramsoomar ; <https://theconversation.com/mens-drinking-harms-women-and-children-and-the-impact-is-worst-in-poorer-countries-269618>

« ... Je fais partie d'un groupe mondial de chercheurs en santé qui s'est donné pour mission d'étudier comment et dans quelle mesure la consommation d'alcool chez les hommes nuit aux femmes et aux enfants. Nos récentes recherches s'appuient sur trois analyses mondiales des résultats obtenus dans des pays riches, pauvres et à revenu intermédiaire... ». Découvrez les résultats.

COP 30 au Brésil : analyse finale

Avec une série d'analyses globales sur les résultats. Certaines analyses (comme celles de HPW ou de la Global Climate and Health Alliance) ont également accordé une plus grande attention au lien entre le climat et la santé.

Guardian (Explainer) - Compromis, mesures volontaires et absence de mention des combustibles fossiles : points clés de l'accord de la COP 30

<https://www.theguardian.com/environment/2025/nov/22/roadmaps-adaptations-and-transitions-what-climate-measures-were-agreed-at-cop30>

« Un accord est le bienvenu après des négociations qui ont failli échouer, mais l'accord final contient des mesures modestes plutôt que des avancées significatives. »

Cet article présente **certains des principaux résultats**. En bref :

- « Peut-être plus important encore, alors qu'elles étaient sur le point d'échouer, **les négociations ont abouti à un accord, démontrant que la coopération multilatérale entre 194 États peut fonctionner même dans un monde en proie à des troubles géopolitiques.**
- **Les nations ont convenu de tripler le financement destiné à l'adaptation** – l'argent fourni par les pays riches et dont les pays vulnérables ont désespérément besoin pour protéger leur population –, mais **l'objectif d'environ 120 milliards de dollars par an a été repoussé de cinq ans, à 2035.**
- **Les combustibles fossiles n'ont pas été mentionnés dans la décision finale clé** – les pays pétroliers, dont l'Arabie saoudite et ses alliés, se sont battus avec acharnement pour les exclure.
- **L'engagement en faveur d'une feuille de route pour la transition vers l'abandon des combustibles fossiles ne faisait pas partie de l'accord officiel conclu à Belém, mais le Brésil a soutenu une initiative en dehors du processus des Nations unies, s'appuyant sur un plan soutenu par la Colombie et environ 90 autres pays.**
- Il existait **une feuille de route similaire pour mettre fin à la déforestation**, également soutenue par environ 90 pays. La COP30 s'est délibérément tenue en Amazonie et **l'absence de mesures significatives dans le texte clé de la COP30 est décevante.**
- Toutefois, **le Brésil a lancé le Tropical Forests Forever Facility, là encore en dehors du processus des Nations unies, un fonds d'investissement** qui rémunérera les pays pour qu'ils préservent leurs forêts.
- **Un résultat important, salué par la société civile, a été l'accord sur un mécanisme de transition juste**, un plan approuvé par tous les pays pour garantir que le passage à une économie verte dans le monde entier se fasse de manière équitable et protège les droits de tous, y compris ceux des travailleurs, des femmes et des populations autochtones. **Les efforts déployés au début des négociations pour y associer un financement ont échoué.**
- Les pressions exercées pour combler l'énorme écart entre les réductions d'émissions promises par les pays et celles nécessaires pour limiter au maximum le dépassement de 1,5 °C ont abouti à des mesures plus faibles que ce que souhaitaient les pays progressistes : **un programme « accélérateur » visant à combler le déficit, qui fera l'objet d'un rapport lors de la COP de l'année prochaine.**

Actualités de l'ONU : la COP30 de Belém donne un coup de pouce au financement de la lutte contre le changement climatique et s'engage à planifier la transition énergétique

<https://news.un.org/en/story/2025/11/1166433>

Le point de vue de l'ONU.

Extrait : « **Ce qui a été décidé** : « **Financement à grande échelle** : mobiliser 1 300 milliards de dollars par an d'ici 2035 pour l'action climatique. **Renforcement de l'adaptation** : doubler le financement de l'adaptation d'ici 2025 et le tripler d'ici 2035. **Fonds pour les pertes et dommages** : confirmation des cycles de mise en œuvre et de reconstitution. **Nouvelles initiatives** : lancement du Global Implementation Accelerator et de la Belém Mission to 1.5°C pour stimuler l'ambition et la mise en œuvre. **Désinformation climatique** : engagement à promouvoir l'intégrité de l'information et à lutter contre les fausses informations. »...

Carbon Brief - COP30 : principaux résultats convenus lors des négociations climatiques de l'ONU à Belém

<https://www.carbonbrief.org/cop30-key-outcomes-agreed-at-the-un-climate-talks-in-belem/>

Cet article (exhaustif) est destiné aux passionnés de la COP :)

Guardian (analyse) : Les accords édulcorés de la COP30 n'auront que peu d'effet sur un écosystème au bord du point de basculement

<https://www.theguardian.com/environment/2025/nov/22/small-win-at-cop-on-finance-for-poor-countries-overshadowed-by-failure-on-fossil-fuels>

« Les délégués ont fait très peu de progrès sur le calendrier de remplacement du pétrole et du gaz ou sur les engagements fermes de réduction des émissions de carbone. »

HPW – La COP30 s'achève avec des projets visant à élaborer d'autres projets, sans mentionner la suppression progressive des combustibles fossiles

<https://healthpolicy-watch.news/cop30-ends-with-plans-to-make-more-plans-no-mention-of-fossil-fuel-phase-out/>

Avec **un accent plus marqué sur l'interface entre le climat et la santé**. Quelques extraits :

« Le sommet des Nations unies sur le climat, qui marquait le dixième anniversaire de l'accord de Paris visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, **s'est terminé à la manière habituelle des Nations unies : par un texte présentant les prochaines étapes pour discuter des plans visant à convenir de nouveaux plans.** »

« Le **paquet de mesures volontaires baptisé « Global Mutirão »**, qui signifie « **effort collectif** » en portugais, **a supprimé toute mention des combustibles fossiles et n'a pas inclus de feuille de route sur la déforestation soutenue par plus de 90 pays**, exposant ainsi les profondes fractures de la diplomatie climatique mondiale. **Plus de la moitié des quelque 200 pays présents se sont opposés à toute mention, même non contraignante, de l'élimination progressive du pétrole, du gaz et du charbon**, malgré les projections scientifiques indiquant que le monde reste sur la voie d'un réchauffement de 2,6 à 2,8 degrés Celsius... »

« **Le front de la santé a remporté plusieurs victoires progressives.** Le texte final comprend la **première reconnaissance directe des avantages sanitaires de la réduction des émissions dans une décision de la COP**, tandis que le **Plan d'action de Belém pour la santé** – un ensemble de mesures volontaires regroupant les meilleures pratiques pour adapter les systèmes de santé à la crise

climatique – a été **approuvé par environ 10 % des pays, mais n'a reçu aucun financement de la part des gouvernements...** Le plan d'action invite également les pays à rendre compte des progrès réalisés en matière d'adaptation sanitaire dans leurs contributions au bilan mondial de la COP33, intégrant **ainsi pour la première fois l'adaptation sanitaire dans les rapports officiels des pays sur les progrès climatiques...** »

PS : « Pour la **première fois, le texte final de la décision de la COP a officiellement reconnu « les avantages et les opportunités économiques et sociaux de l'action climatique**, notamment la croissance économique, la création d'emplois, l'amélioration de l'accès à l'énergie et de la sécurité énergétique, **et l'amélioration de la santé publique** ». **L'inclusion d'un langage sur la santé est le résultat de plus de 20 ans d'évaluations axées sur la santé concernant les avantages connexes de l'atténuation du changement climatique pour la santé**, notamment la possibilité de sauver des millions de vies chaque année en réduisant la pollution atmosphérique causée par les combustibles fossiles, ainsi que les gains en matière de santé résultant d'une alimentation plus durable et d'un accès à davantage d'activité physique dans des villes plus vertes... ».

Le **Clean Air Fund a salué la reconnaissance du texte final de la COP30 comme « un pas dans la bonne direction »**, mais a déclaré **que les gouvernements devaient aller plus loin pour placer la santé au cœur des négociations sur le climat l'année prochaine**. « Il est essentiel que l'adaptation et l'atténuation tiennent compte du changement climatique et de la santé », a déclaré le Clean Air Fund. ... **Les responsables mondiaux de la santé, dont le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, ont appelé à inclure la santé dans les négociations officielles des futures COP... »**

Global Climate and Health Alliance - La COP30 aboutit à des mesures climatiques progressives, mais le manque de soutien à la mise en œuvre compromet la santé

<https://mailchi.mp/8eaba6805830/cop30-delivers-incremental-climate-action-but-lack-of-implementation-support-jeopardises-health?e=3289726e8a>

« Alors que le sommet climatique COP 30 s'est achevé aujourd'hui, **l'Alliance mondiale pour le climat et la santé a déploré l'incapacité des gouvernements à organiser une COP véritablement transformatrice, notamment l'absence d'accord sur la suppression progressive des combustibles fossiles, tout en notant certains progrès dans certains domaines**, tels que l'architecture institutionnelle pour soutenir des transitions justes et le financement accru de l'adaptation, ainsi que l'annonce par le président de la COP d'une future feuille de route pour une transition juste et équitable vers l'abandon des combustibles fossiles... »

- Connexes : **Arthur Wynn – [Résumé – et rap – des victoires et des défaites en matière de santé à la COP30](#)**

« Si les négociations mondiales sur le climat de la COP30 ont déçu beaucoup de monde en raison de l'absence de progrès vers ces résultats, **il y a eu au moins quelques avancées en matière de santé, rapporte Arthur Wynn, expert en politique climatique et santé.** »

The Common Initiative (Briefing) – La COP de l'ère post-vérité

https://drive.google.com/file/d/1_C30HpW5Pe7tA83oSJjeU9r5XyP2O9Th/view

Lettre percutante. « **Sur la dangereuse séduction d'un multilatéralisme vide de sens** (ou pourquoi nous devons cesser de faire semblant d'espérer alors que la planète brûle). »

Citation : « **La positivité toxique est un privilège des nantis**. Elle est accessible à ceux qui peuvent assister aux sommets internationaux, ... » (etc.)

Actualités sur le changement climatique - La COP30 ne parvient pas à conclure d'accord sur la transition énergétique, mais triple le financement pour l'adaptation au changement climatique

<https://mailchi.mp/8eaba6805830/cop30-delivers-incremental-climate-action-but-lack-of-implementation-support-jeopardises-health?e=3289726e8a>

« Au lieu d'un accord mondial visant à établir des feuilles de route pour abandonner les combustibles fossiles et mettre fin à la déforestation, **le Brésil annonce des initiatives volontaires.** »

Actualités sur le changement climatique – La Colombie cherche à accélérer une élimination « juste » des combustibles fossiles avec une première conférence mondiale

[Actualités sur le changement climatique](#)

« Le **sommet, co-organisé avec les Pays-Bas**, vise à aider les pays à trouver une voie équitable pour mettre fin à l'utilisation du pétrole, du gaz et du charbon, qui contribuent au réchauffement de la planète – un point de discorde lors des négociations de la COP30 au Brésil. »

« Signe de la lenteur des progrès (de la COP30), **la Colombie et les Pays-Bas ont annoncé qu'ils organiseraient l'année prochaine une conférence distincte mais complémentaire sur la transition vers l'abandon des combustibles fossiles pour les pays très ambitieux...** »

Guardian - Les États-Unis, la Russie et l'Arabie saoudite créent un axe d'obstruction alors que la COP30 s'essouffle

Oliver Milman ; <https://www.theguardian.com/environment/2025/nov/25/trump-cop30-lacks-us-climate-progress>

« **Trump place les États-Unis dans une position peu flatteuse, le manque de représentants révélant son mépris pour les progrès en matière de climat.** »

Extrait : « ... **Michael Jacobs, du groupe de réflexion ODI Global et de l'université de Sheffield, a déclaré que le sommet Cop30 avait révélé « un conflit de plus en plus amer au cœur de la politique climatique mondiale : entre ceux qui acceptent le fait scientifique que pour lutter contre le changement climatique, le monde doit se sevrer des combustibles fossiles au cours des prochaines décennies, et ceux qui s'y opposent activement afin de préserver leurs intérêts énergétiques à court terme ».** Selon M. Jacobs, les États-Unis peuvent désormais être considérés comme faisant partie de ce dernier groupe, **aux côtés de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de la Russie.**

... « **Sur le plan géopolitique, cela crée un nouvel axe d'obstruction**, qui promeut activement les combustibles fossiles et s'oppose à l'action climatique. »

En savoir plus sur la santé planétaire

PIK - Commentaire : augmentation des risques planétaires après une décennie d'inaction

<https://www.pik-potsdam.de/en/news/latest-news/commentary-scientists-outline-rising-planetary-risks-after-missed-decade-of-action>

« Un nouveau **commentaire rédigé par Johan Rockström, directeur de l'Institut de recherche sur l'impact climatique de Potsdam (PIK), conclut que le monde a manqué une décennie importante pour maintenir le système terrestre dans son espace de fonctionnement sûr**. Les auteurs montrent que les pressions mondiales sur le climat et la biosphère ont continué à augmenter, mais notent également que **la stabilisation du système terrestre reste possible**. »

... Les auteurs décrivent les signes émergents d'un déclin de la résilience du système terrestre et expliquent que pour se remettre d'un dépassement temporaire de la limite de 1,5 °C, une fois qu'il se sera produit, il faudra réduire rapidement les émissions, éliminer le dioxyde de carbone à grande échelle et s'efforcer de préserver les puits de carbone naturels. Dans le même temps, l'analyse souligne comment les pressions interdépendantes, allant de la perte de biodiversité au changement d'affectation des terres et à l'e en eau douce, constituent des risques pour les sociétés. Une action coordonnée dans les domaines de l'énergie, de l'alimentation et des systèmes fonciers sera essentielle pour limiter une nouvelle déstabilisation... ».

- Voir également [The Conversation - Le monde a perdu son pari climatique. Il est désormais confronté à une nouvelle réalité dangereuse](#) (par J Dyke & J Rockström)

« Il y a dix ans, les dirigeants mondiaux ont fait un pari historique. L'accord de Paris de 2015 visait à mettre l'humanité sur la voie d'éviter un changement climatique dangereux. Dix ans plus tard, alors que la [dernière conférence sur le climat](#) s'est terminée à Belém, au Brésil, sans décision décisive, nous pouvons affirmer sans équivoque que l'humanité a perdu ce pari. »

« Le réchauffement va [dépasser 1,5 °C](#). Nous nous dirigeons vers un « dépassement » dans les prochaines années. Le monde va devenir plus turbulent et plus dangereux. Alors, que se passera-t-il après cet échec ? Pour tenter de répondre à cette question, nous avons réuni la [Earth League](#), un réseau international de scientifiques avec lequel nous travaillons, lors d'une réunion à Hambourg au début de l'année. Après des mois de délibérations intensives, ses conclusions ont été publiées cette semaine, avec la conclusion que l'humanité « [vit au-delà des limites](#) »... »

Évaluation du PIK à l'issue de la COP30

<https://www.pik-potsdam.de/en/news/latest-news/pik-assessment-on-cop30-closing>

« Voici ce que Johan Rockström et Ottmar Edenhofer, directeurs scientifiques de l'Institut de recherche sur l'impact climatique de Potsdam (PIK), ont à dire sur les résultats de la conférence. »

Rockström : « Dix ans après Paris, la **COP30 a été déclarée comme étant la COP de la « vérité et de la mise en œuvre »**. D'un point de vue scientifique, cette appellation était appropriée. Mais les dirigeants réunis à Belém n'ont pas tenu cette promesse. **La « vérité » est que notre seule chance de « maintenir l'objectif de 1,5 °C à portée de main » est de faire baisser la courbe mondiale des émissions en 2026, puis de réduire les émissions d'au moins 5 % par an. La « mise en œuvre » nécessite des feuilles de route concrètes pour accélérer l'élimination progressive des combustibles fossiles et la protection de la nature. Nous n'avons obtenu ni l'un ni l'autre.** Et cela s'est produit malgré une présidence brésilienne de la COP engagée, alignée sur la science et avisée. **À ce moment critique où les risques sont imminents, le monde n'a pas besoin de faux espoirs.** D'ici cinq à dix ans seulement, nous risquons de dépasser 1,5 °C, entrant ainsi dans une zone dangereuse, tant pour les milliards de personnes touchées par la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes que pour le risque de franchir des points de basculement, parmi lesquels les biomes les plus riches de la Terre : l'Amazonie et les systèmes de récifs coralliens tropicaux. **Malheureusement, la COP30 continue de s'inscrire dans la lignée de l'accord de Paris, en répandant de faux espoirs. Ce dont le monde a besoin, c'est d'une action concrète, avec un plan crédible et un ensemble de politiques et de réglementations pour y parvenir, en commençant par éliminer progressivement les combustibles fossiles de manière accélérée, ordonnée et juste. Ce serait là un véritable espoir. »**

HPW - Le Fonds brésilien pour la protection de la forêt tropicale est lancé avec 6,6 milliards de dollars - Va-t-il fonctionner ?

<https://healthpolicy-watch.news/brazils-tropical-forest-protection-fund-launches-with-6-6-billion-will-it-work/>

L'une des lectures de la semaine. Une analyse brillante. « **Le fonds brésilien pour la forêt tropicale vise à devenir le plus grand instrument financier de ce type. Mais alors que la COP30 touche à sa fin, cette initiative n'a suscité qu'un soutien politique et financier limité. »**

Quelques extraits :

« **Le Fonds pour la préservation des forêts tropicales, initiative phare** du président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva visant à protéger les forêts tropicales du monde entier, **a atteint 6,6 milliards de dollars de promesses de dons** alors que la COP30 touchait à sa fin, l'Allemagne devenant le troisième pays, après le Brésil et l'Indonésie, à s'engager à verser 1 milliard de dollars à cette initiative. ... **Les milliards récoltés marquent une avancée significative pour cet instrument financier hautement technique** que Lula défend depuis la COP28 à Dubaï, mis en place pour rémunérer les pays dotés de forêts tropicales afin qu'ils préservent leurs arbres et leurs forêts environnantes plutôt que de les abattre, récompensant ainsi la conservation par des dons en espèces plutôt que par des subventions traditionnelles. **Mais le discours enthousiaste du président masquait un problème fondamental : le fonds reste bien en deçà de l'objectif de 25 milliards de dollars fixé par le Brésil pour les investissements publics, destiné à garantir la confiance des investisseurs et à débloquer 100 milliards de dollars supplémentaires de financement privé pour un objectif total de 125 milliards de dollars... ».**

La Norvège est **de loin** le plus gros contributeur, avec une promesse de 3 milliards de dollars sur dix ans, soit près de la moitié du total actuel... Parmi les investisseurs, on note l'absence notable des grandes économies qui avaient précédemment exprimé leur intérêt pour le soutien au fonds, notamment la Chine, l'Arabie saoudite et le Royaume-Uni. Les États-Unis, considérés comme un

autre soutien potentiel sous l'ancien président Joe Biden, ont changé de cap sous l'administration de Donald Trump... »

PS : « **Le déficit de financement est important car le TFFF n'est pas conçu comme les fonds climatiques traditionnels. Il s'agit d'un véhicule d'investissement**, fonctionnant de manière similaire à une grande dotation, créé pour générer des « **rendements** compétitifs sur le marché » et une « forte proposition de valeur » pour ses bailleurs de fonds, sur la base d'un taux de profit prévu de 7,5 % sur ses actifs. **Sans capital suffisant pour générer des rendements significatifs, le calcul s'effondre... »**

« ... Le fonds vise à lever 25 milliards de dollars auprès des gouvernements sous forme de « capital de parrainage », puis à les utiliser pour attirer 100 milliards de dollars auprès d'investisseurs privés qui achètent des obligations. Les 125 milliards de dollars combinés seront ensuite investis dans un portefeuille mondial d'obligations souveraines et d'entreprises, avec un accent particulier sur les obligations des marchés émergents et des pays dotés de forêts tropicales. ... Dans le scénario où le fonds obtiendrait la totalité des 125 milliards de dollars, les pays recevraient environ 4 dollars par hectare et par an pour les forêts sur pied, selon les calculs de la Banque mondiale, à condition qu'ils maintiennent des taux de déforestation inférieurs à 0,5 %, avec des sanctions financières lourdes en cas de perte forestière. ... **Avec 6,6 milliards de dollars au lieu de 125 milliards, le fonds détient actuellement 5 % de son objectif... ».**

« Cela représente **moins de 3 millions de dollars par an et par pays tropical forestier**. ... Aux niveaux actuels, le fonds prévoit de verser aux pays tropicaux forestiers environ 16 cents par hectare, soit **une baisse de 96 % par rapport à la projection de 4 dollars de la Banque mondiale en cas de capitalisation complète... Le modèle du fonds repose en outre sur la mise en place d'une forte incitation financière pour les pays qui poursuivent actuellement la déforestation, comme la Bolivie, afin qu'ils réduisent leurs activités en échange d'argent. Si cet argent n'est pas disponible, l'incitation et l'impact prévu de l'initiative sur les taux de déforestation mondiaux s'en trouvent considérablement affaiblis... »**

PS : « **L'accueil réservé à ce mécanisme par les communautés autochtones et forestières a radicalement changé depuis l'année dernière, parallèlement à une nouvelle compréhension du fonctionnement réel de la structure financière.** ... « **Le TFFF est un mécanisme de privatisation du financement forestier** », a-t-il déclaré. « Le TFFF considère à tort et de manière trompeuse la déforestation comme une défaillance du marché qui sera résolue en fixant un prix pour les services écosystémiques afin d'attirer les investissements privés. L'effondrement écologique causé par le capitalisme ne sera pas résolu par davantage de capitalisme. »...

PS : « **La stratégie de collecte de fonds dont dépend le succès du TFFF repose également en grande partie sur quelque chose qui ne s'est pas produit : l'engagement de capitaux par des investisseurs privés... »**

Contexte général : « ... **Le TFFF s'inscrit dans un écosystème fragmenté du financement mondial du développement, allant de la santé à l'aide humanitaire en passant par le changement climatique, où même les mécanismes les plus célèbres continuent d'être loin d'atteindre leurs objectifs de financement.** Le **Fonds vert pour le climat**, lancé en 2010 et présenté comme le principal vecteur de financement climatique vers les pays en développement, a levé moins de 17 milliards de dollars en 15 ans. Le **Fonds pour les pertes et dommages**, salué comme une avancée historique de la COP28 pour laquelle se sont battus les pays en développement en première ligne de la crise

climatique qu'ils n'ont guère contribué à provoquer pendant des décennies, n'a mobilisé que 431 millions de dollars alors que les besoins annuels s'élèvent à 724 milliards de dollars. Deux ans après sa création, il n'a encore versé aucun fonds. Le **Fonds Cali pour la biodiversité**, créé lors de la COP16 en Colombie avec un objectif de 500 milliards de dollars, reste également vide... »

- Et via [Devex](#) : « Le modèle a été salué pour son caractère innovant, mais il a également soulevé des questions quant à savoir si les incitations sont suffisantes pour changer l'économie réelle. Comme l'a dit Abdulai, de Sierra Leone : « La déforestation est un problème économique. Si les gens coupent des arbres, c'est pour une raison économique. » Et le calcul qu'il a présenté donne à réfléchir : « La solution doit également avoir un sens sur le plan économique. Si vous voulez me payer 4 dollars par hectare pour protéger une forêt, mais que je peux gagner 200 dollars en la détruisant, que va choisir une personne vivant dans l'extrême pauvreté ? C'est donc quelque chose que nous devons clarifier. »

Tax Justice Network - Deux négociations, une crise : la COP30 et la convention fiscale des Nations unies doivent enfin se parler

B Agata et al ; <https://taxjustice.net/2025/11/24/two-negotiations-one-crisis-cop30-and-the-un-tax-convention-must-finally-speak-to-each-other/>

« La semaine dernière, les gouvernements ont négocié le financement climatique à Belém et les nouvelles règles fiscales mondiales à Nairobi. La coïncidence de ces discussions qui se sont déroulées au même moment, sans qu'il y ait eu de dialogue structuré entre elles, montre à quel point la réponse mondiale à l'action climatique reste fragmentée. Les négociateurs climatiques discutent des besoins de financement sans se demander d'où proviendront les ressources publiques prévisibles, tandis que les négociateurs fiscaux débattent des règles en matière de recettes sans reconnaître les coûts croissants de la crise climatique. »

« Il n'est plus viable de traiter ces deux questions comme deux mondes distincts. Toutes deux traitent de préjudices transfrontaliers et d'inégalités profondes, et toutes deux nécessitent une coopération fondée sur l'équité et la responsabilité. Le monde ne peut se permettre de maintenir ces deux cadres déconnectés... »

SRHR

HPW (Tribune libre) Éliminer la « taxe menstruelle » sur les produits d'hygiène féminine – Une lutte pour la liberté et la dignité

L Ramsammy ; <https://healthpolicy-watch.news/eliminating-the-period-tax-on-feminine-hygiene-products-galvanizes-new-battle-for-freedom-and-dignity/>

« En août 2025, le président du Guyana, Irfaan Ali, a supprimé toutes les taxes et tous les droits de douane sur les produits d'hygiène féminine. Aujourd'hui, l'ambassadeur du Guyana auprès des Nations unies à Genève appelle les autres pays à suivre cet exemple. »

PS : Le Dr Leslie Ramsammy est l'ambassadeur du Guyana auprès des Nations unies à Genève et ancien ministre de la Santé.

- Voir aussi HPW - [Des efforts diplomatiques sont en cours pour réduire le coût des produits menstruels](#)

« Chaque mois, des millions de filles manquent l'école lorsqu'elles ont leurs règles, car leurs familles n'ont pas les moyens d'acheter des serviettes hygiéniques ou des tampons, un problème auquel tente de remédier une initiative diplomatique basée à Genève. »

« L'ambassadeur Matthew Wilson, de la Barbade, a qualifié l'amélioration de l'accès aux produits menstruels d'« impératif moral mondial » lors d'une réunion de diplomates cette semaine. « Des enquêtes [dans les Caraïbes] montrent qu'une fille sur quatre a manqué l'école en raison du coût élevé des produits menstruels, et que plus de 30 % des ménages à faibles revenus ont du mal à les acheter régulièrement », a déclaré M. Wilson lors de la réunion organisée par les missions permanentes de la Barbade, du Canada et du Malawi auprès des Nations unies à Genève, le Fonds pour l'assainissement et l'hygiène (SHF) et le Centre pour la diplomatie et l'inclusion en matière de santé (CeHDI). »

The Conversation - La crise cachée des mortinaissances en Afrique : un nouveau rapport révèle d'importantes lacunes en matière de politiques et de données

M Kinney ; <https://theconversation.com/africas-hidden-stillbirth-crisis-new-report-exposes-major-policy-and-data-gaps-268901>

Kinney fait partie de « l'équipe qui a dirigé un nouveau rapport intitulé Improving Stillbirth Data Recording, Collection and Reporting in Africa (Améliorer l'enregistrement, la collecte et la communication des données sur les mortinaissances en Afrique). Il s'agit de la première évaluation à l'échelle du continent sur la manière dont les pays africains enregistrent et utilisent les données sur les mortinaissances. »

« L'étude, menée conjointement par les Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies, l'Université du Cap, la London School of Hygiene & Tropical Medicine et le Fonds des Nations unies pour l'enfance, a porté sur les 55 États membres de l'Union africaine entre 2022 et 2024, et 33 pays y ont répondu... ».

PS : « **Le poids des mortinaissances en Afrique est stupéfiant. L'Afrique représente la moitié de toutes les mortinaissances dans le monde, avec des taux près de huit fois supérieurs à ceux de l'Europe.** Même les mortinaissances qui surviennent dans des établissements de santé peuvent ne jamais figurer dans les statistiques officielles, malgré le fait que chaque registre de maternité documente ce résultat de naissance... »

ODI - Naviguer dans les politiques de réaction négative à la santé et aux droits sexuels et reproductifs

E Browne et al ; <https://odi.org/en/publications/navigating-the-politics-of-backlash-to-sexual-and-reproductive-health-and-rights/>

« **Leçons politiques tirées du Kenya, de la Sierra Leone et de la Gambie.** »

« À la suite d'une **analyse politico-économique approfondie de trois initiatives politiques ayant des conséquences importantes pour l'égalité des sexes et les droits reproductifs au Kenya, en Sierra**

Leone et en Gambie, cette **note d'orientation** distille les enseignements essentiels pour les acteurs nationaux et internationaux qui souhaitent faire avancer des réformes progressistes. »

Parmi les conclusions : « ... Les organisations locales de la société civile axées sur les droits sont essentielles pour mener à bien des réformes politiques progressistes et sont les mieux placées pour diriger et encourager le soutien national. Les bailleurs de fonds internationaux devraient investir à long terme dans les infrastructures de la société civile. Pour être durables, les réformes politiques progressistes doivent s'appuyer sur un changement des normes de genre dans l'ensemble de la société, ce qui nécessite du temps et des investissements à long terme. »

Lancet GH – Directives de l'OMS sur l'infertilité : une occasion de réduire les inégalités mondiales en matière de santé

G Mburu, P Allotey et al ; [https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X\(25\)00227-X/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X(25)00227-X/fulltext)

« En 2025, l'OMS a publié ses premières lignes directrices sur le diagnostic, la prévention et le traitement de l'infertilité, qui sont nécessaires pour plusieurs raisons... »

Ressources humaines pour la santé

BMJ GH (Commentaire) – Accélérer les programmes de santé communautaire : une priorité clé des initiatives mondiales en matière de santé pour la mise en œuvre de l'Agenda de Lusaka en Afrique

N Ngongo, J Kaseya et al ; <https://gh.bmj.com/content/10/11/e017325>

« Les agents de santé communautaires (ASC) sont des éléments essentiels à la vitalité des services de soins de santé primaires (SSP). Les ASC ont joué un rôle crucial dans le renforcement des SSP et la réponse aux urgences de santé publique en Afrique. Le **programme ASC est confronté à des défis importants** en raison d'une mauvaise gouvernance et coordination, d'un manque de financement durable et d'approches fragmentées et cloisonnées des parties prenantes. »

« **L'Agenda de Lusaka représente une opportunité stratégique pour harmoniser les efforts et les ressources des parties prenantes afin de garantir l'évolutivité, l'impact et la durabilité des programmes ASC en Afrique.** ... Il est urgent d'harmoniser les efforts et les mécanismes de coordination afin de garantir l'évolutivité et la durabilité des programmes d'ASC en Afrique. **Selon les données de l'OMS, l'Afrique comptait environ 1 million d'ASC, soit seulement la moitié du nombre nécessaire pour atteindre l'objectif fixé par les chefs d'État et de gouvernement africains, qui est de 2 millions d'ASC en Afrique...** »

Le commentaire se penche sur le **programme de Lusaka** des Initiatives mondiales pour la santé (GHI) **visant à renforcer les programmes de CHW...** « ... Les changements stratégiques décrits dans le programme de Lusaka représentent une occasion cruciale d'aligner les efforts opérationnels et les programmes des GHI afin d'optimiser l'impact et la viabilité des programmes de CHW en Afrique... »

Il examine également le **rôle de premier plan joué par les Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (Africa CDC) dans les programmes de CHW en Afrique...**

Et conclut : « ... la **mise en œuvre de l'Agenda de Lusaka offre aux initiatives mondiales pour la santé une occasion unique** de se regrouper en une seule équipe avec des ressources mises en commun afin de faciliter l'intégration des programmes de CHW dans les systèmes de santé nationaux, de favoriser la collaboration intersectorielle et d'assurer un soutien constant pour la pérennité du programme. **L'augmentation du nombre de CHW pour atteindre l'objectif de 2 millions est un bon point de départ...** »

OMS Afrique - Les pays et les experts s'accordent sur un programme décennal pour le personnel de santé en Afrique

<https://www.afro.who.int/news/countries-experts-agree-10-year-africa-health-workforce-agenda>

« Les pays africains sont parvenus à un consensus sur les actions prioritaires, les engagements et les étapes clés qui façonneront le programme pour le personnel de santé en Afrique 2026-2035, ce qui constitue une avancée majeure vers la transformation de la manière dont le continent planifie, forme et fidélise son personnel de santé. »

Les États membres, les conseils professionnels, les universités, les partenaires de développement et les experts techniques réunis à Pretoria du 24 au 26 novembre 2025 pour une consultation organisée par le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Afrique se sont mis d'accord sur une orientation commune pour le prochain programme, **qui sera officiellement approuvé et lancé par les États membres en 2026.**

Les **priorités communes** sont axées sur le **renforcement de la gouvernance et de la gestion, la modernisation et l'élargissement de la formation du personnel de santé, l'amélioration de l'emploi et de la fidélisation, l'augmentation des investissements grâce à la Charte africaine d'investissement dans le personnel de santé, et l'institutionnalisation d'une veille solide sur le marché du travail afin d'orienter la planification et la responsabilisation.** »

PS : « ... L'Afrique devrait faire face à une pénurie de 6,1 millions de professionnels de santé d'ici 2030. Bien que la région ait triplé ses effectifs, passant de 1,6 million en 2013 à 5,1 millions en 2022, elle continue de faire face à de graves inadéquations entre les résultats de la formation et les besoins du marché du travail, à des modèles éducatifs obsolètes et trop théoriques, à un sous-investissement chronique dans les établissements de formation, au chômage des professionnels de santé nouvellement formés, ainsi qu'à une migration et une attrition importantes... »

Accès aux médicaments, vaccins et autres technologies de santé

GHF (rapport de recherche) – Au-delà de la percée : la géographie inégale de la production de vaccins à ARNm.

[Geneva Health Files](#) ;

« ... Mon collègue Vivek a réalisé cette analyse opportune, **qui fait le point sur les défis et les opportunités liés à la technologie ARNm dans les pays en développement**. Vous trouverez également une **interview exclusive de Petro Terblanche, PDG d'Afrigen Biologics & Vaccines**. »

GHF - « Le plus grand programme de transfert de technologie de l'histoire de la technologie médicale » : Petro Terblanche, PDG d'Afrigen Biologics And Vaccines, s'exprime sur le programme de transfert de technologie ARNm [INTERVIEW]

[Geneva Health Files](#) ;

À lire absolument.

HPW - L'Afrique du Sud pourrait être exclue des futures subventions américaines pour le VIH en raison d'un conflit politique

<https://healthpolicy-watch.news/south-africa-may-be-excluded-from-future-us-grants-for-hiv-amid-political-row/>

(voir également les actualités IHP de la semaine dernière) « **Le gouvernement américain n'a pas cherché à rencontrer l'Afrique du Sud pour discuter de la reprise de sa subvention pour le VIH, et il ne fournira pas au pays le médicament à action prolongée pour la prévention du VIH, le lenacapavir, dans un contexte de crise politique croissante entre les deux pays.** »

« Alors que les ambassadeurs américains à travers le continent ont [organisé des réunions](#) avec les **ministres africains de la Santé afin de discuter des protocoles d'accord (MOU)** visant à définir les nouvelles conditions de poursuite des subventions du Plan présidentiel américain d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR) à partir d'avril 2026, **l'Afrique du Sud n'a pas reçu de telle invitation...** »

PS : « **Le gouvernement américain et le Fonds mondial ont acheté la totalité du stock 2026 de lenacapavir de Gilead, un médicament injectable deux fois par an qui est efficace à presque 100 % pour prévenir la transmission du VIH...** »

« ... Les **groupes de défense estiment qu'au moins 10 millions d'Africains ont besoin de lenacapavir** pour atteindre l'objectif mondial de réduction de 90 % des nouvelles infections par le VIH d'ici 2030, **dont deux millions sont des Sud-Africains.** ... »

« **Cependant, les États-Unis ne fourniront que des doses pour 325 000 personnes en 2026**, une quantité « insultante » par rapport aux besoins, a déclaré Bellinda Thibela, **coordinatrice des politiques internationales et du plaidoyer chez Health GAP**. « Au lieu de quelques miettes, les États-Unis devraient fournir des millions de doses de lenacapavir afin de modifier le cours de la pandémie de VIH et de réparer les dommages causés par leurs coupes illégales et mortelles dans les programmes de lutte contre le VIH depuis janvier », a ajouté Mme Thibela.

« **Cependant, Brad Smith, conseiller principal américain pour le Bureau de la sécurité sanitaire mondiale et de la diplomatie, a déclaré lors d'une conférence de presse** cette semaine que le volume disponible de Gilead en 2026 est de 600 000 doses, mais que les États-Unis et le Fonds mondial se sont engagés à acheter deux millions de doses. « Nous prévoyons une augmentation

continue de la demande et de la capacité de production au fil du temps, ce qui nous permettra **d'atteindre les deux millions de doses vers le milieu de l'année 2027** », a déclaré M. Smith, ajoutant que les doses seraient réparties à parts égales entre les États-Unis et le Fonds mondial.

Article du BMJ - Un médicament « miraculeux » contre le VIH va être commercialisé après avoir surmonté la menace de réduction des aides

<https://www.bmj.com/content/391/bmj.r2452>

« Un essai clinique du lenacapavir a montré une protection à 100 % contre l'infection par le VIH. **Mais les coupes dans l'aide étrangère et les critiques concernant son prix ont freiné son déploiement mondial.** Elna Schütz se demande si nous assistons aujourd'hui au sursis espéré par les défenseurs de ce médicament. »

Extraits : « ... Malgré les progrès réalisés, les experts restent préoccupés par la question de savoir si le déploiement du médicament sera suffisamment rapide et équitable. **Le prix, en particulier dans les pays à faible revenu, reste un sujet de préoccupation.**

Le prix négocié à but non lucratif pour le Fonds mondial serait d'environ 100 dollars par personne pour deux injections. Warren estime que ce prix est élevé, puisqu'il est plus de deux fois supérieur à celui du PrEP oral de Gilead et similaire à celui du cabotégravir à action prolongée, un médicament injectable disponible sur le marché qui est administré tous les mois ou tous les deux mois. Il explique que le cabotégravir a obtenu une autorisation réglementaire solide, mais que son prix élevé et son approvisionnement limité ont entravé son déploiement. **Dans une annonce faite en septembre, les fabricants et leurs partenaires ont déclaré que des versions génériques du lenacapavir seraient probablement disponibles à environ 40 dollars par an dans 120 pays à revenu faible ou intermédiaire, à partir de 2027.** Ce prix n'inclut pas les 15 dollars correspondant au traitement initial obligatoire qui doit être pris au début ou à la reprise d'un cycle de traitement (voir encadré)... ».

« ... **Les systèmes de santé chargés de distribuer le médicament doivent être mis en place ou reconstruits dans les cas où les coupes budgétaires du PEPFAR ont eu un impact important.** Des cliniques ont fermé et ont été contraintes de réduire leurs effectifs, tandis que des programmes axés sur des domaines tels que la transmission du VIH de la mère à l'enfant ou le dépistage du VIH ont également été supprimés. L'Afrique subsaharienne a été particulièrement touchée, l'Afrique du Sud ayant licencié environ 8 000 travailleurs de la santé à la suite des coupes dans l'aide américaine. Des conséquences similaires ont été signalées dans le monde entier, des Philippines à l'Ukraine. **« Dans certains pays, nous avons constaté une réduction des interventions communautaires financées par des organismes tels que le Fonds mondial, simplement parce qu'ils avaient besoin d'aide pour garantir le bon fonctionnement du système de santé »,** explique Mme Pillay. Elle cite le Kenya comme exemple préoccupant. **« L'idée selon laquelle nous allons pouvoir automatiquement déployer le lenacapavir après la destruction des infrastructures relève de la pensée magique de l'administration américaine »,** déclare Mme Warren... »

UN News – La baisse du prix du vaccin contre le paludisme devrait permettre de protéger 7 millions d'enfants supplémentaires d'ici 2030

<https://news.un.org/en/story/2025/11/1166432>

« L'alliance pour les vaccins Gavi et l'agence pour l'enfance UNICEF ont conclu un nouvel accord tarifaire qui réduira considérablement le coût d'un vaccin essentiel contre le paludisme et permettra de protéger près de sept millions d'enfants supplémentaires d'ici 2030, ont annoncé dimanche les agences. »

« En vertu de cet accord, le prix du vaccin R21/Matrix-M baissera à 2,99 dollars par dose d'ici un an, une réduction qui devrait permettre d'économiser jusqu'à 90 millions de dollars. Ces économies devraient permettre aux pays d'obtenir plus de 30 millions de doses supplémentaires au cours des cinq prochaines années. »

PS : « Le nouvel accord tarifaire a été rendu possible grâce à un paiement anticipé versé par la Facilité internationale de financement pour la vaccination (IFFIm), qui convertit les promesses de dons à long terme en fonds initiaux. Cela permet à Gavi d'agir rapidement lorsque des opportunités majeures susceptibles d'influencer le marché se présentent... Plus de 40 millions de doses de vaccin contre le paludisme ont déjà été livrées dans le cadre de programmes soutenus par Gavi, et 24 pays africains intègrent désormais la vaccination contre le paludisme dans leur programme de vaccination systématique... »

« La demande est forte : 14 pays ont introduit le vaccin pour la première fois l'année dernière, et sept autres l'ont fait en 2025... »

« La baisse des prix devrait aider Gavi à se rapprocher de son objectif de vacciner entièrement 50 millions d'enfants supplémentaires contre le paludisme d'ici la fin de la décennie... »

Devex – Les génériques d'Ozempic arrivent. Mais les pays à faible revenu en bénéficieront-ils ?

<https://www.devex.com/news/ozempic-generics-are-coming-but-will-low-income-countries-benefit-111387>

« Les analystes s'attendent à une baisse de 80 % des prix une fois que le semaglutide sera générique. Mais les experts avertissent que l'explosion de la demande dans les pays riches pourrait laisser pour compte les patients diabétiques des pays à faible et moyen revenu. »

« Les analystes estiment que le marché mondial des médicaments amaigrissants pourrait atteindre 150 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, les sociétés pharmaceutiques de pays tels que l'Inde et la Chine se précipitent pour enregistrer leurs propres versions génériques. L'arrivée des génériques du semaglutide sur le marché pourrait faire baisser les prix jusqu'à 80 %, ont déclaré certains experts du secteur à Devex, et augmenter considérablement l'offre disponible... »

Economist – L'industrie pharmaceutique chinoise est sur le point de se mondialiser

<https://www.economist.com/china/2025/11/23/chinese-pharma-is-on-the-cusp-of-going-global>

« Ses fabricants de médicaments à prix réduits et en pleine expansion devraient gagner plus d'argent à l'étranger qu'au niveau national. »

Conflit/Guerre/Génocide et santé

Guardian - La reconstruction de l'« abîme créé par l'homme » à Gaza coûtera au moins 70 milliards de dollars, selon l'ONU

<https://www.theguardian.com/world/2025/nov/25/rebuilding-human-made-abyss-gaza-un>

« Selon un rapport, les opérations israéliennes ont « considérablement sapé tous les piliers de la survie » et réduit l'économie de 87 %. »

« La guerre menée par Israël à **Gaza** a créé un « abîme créé par l'homme », et la reconstruction devrait coûter plus de 70 milliards de dollars (53 milliards de livres sterling) sur plusieurs décennies, selon les Nations unies. L'agence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) a déclaré dans **un rapport** que les opérations militaires d'Israël avaient « considérablement sapé tous les piliers de la survie » et que l'ensemble de la population, soit 2,3 millions de personnes, était confrontée à « un appauvrissement extrême et multidimensionnel ». Le rapport indique que l'économie de Gaza s'est contractée de 87 % au cours de la période 2023-2024, laissant son produit intérieur brut (PIB) par habitant à seulement 161 dollars, l'un des plus bas au monde.

Amnesty International – Le génocide perpétré par Israël contre les Palestiniens « n'est pas terminé » malgré le cessez-le-feu – nouveau rapport d'Amnesty

<https://www.amnesty.org.uk/press-releases/israels-genocide-against-palestinians-not-over-despite-ceasefire-new-amnesty>

« Les conditions de vie des Palestiniens à Gaza ne montrent aucun changement significatif, et rien n'indique clairement qu'Israël ait changé d'intention. »

Quelques autres rapports et publications de la semaine

Commentaire du Lancet – Les abus post-séparation : une crise de santé publique ignorée et une injustice évitable

J Prah, L Gostin ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)02205-6/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)02205-6/fulltext)

« Bien que la violence domestique soit perçue comme prenant fin lorsque les femmes quittent leur partenaire violent, pour beaucoup, la séparation signifie une violence sexiste plus insidieuse, à savoir la violence post-séparation. La violence post-séparation se produit lorsque les systèmes juridiques, judiciaires, sanitaires et de protection de l'enfance ne protègent pas, voire nuisent aux

femmes et aux enfants. Cette trahison institutionnelle aggrave les conséquences de la violence conjugale sur les survivantes et leurs enfants... ».

« ... En 2023, la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur la violence à l'égard des femmes et des filles a constaté que les agresseurs utilisent les tribunaux familiaux comme des outils pour poursuivre leurs abus et leurs coercitions, discréditant les mères qui cherchent à protéger leurs enfants... Les conclusions telles que celles du Rapporteur spécial des Nations unies sur la violence à l'égard des femmes et des filles montrent sans équivoque **que des réformes sont nécessaires de toute urgence pour garantir que les juges, les avocats, les professionnels de la santé et les travailleurs sociaux chargés de la protection de l'enfance traitent la violence après la séparation comme un crime grave...** »

Énumération **de trois de ces réformes.**

Divers

Plos Medicine (Éditorial) - Charge mondiale de morbidité 2023 : défis et opportunités pour une collaboration croissante

Zulfiqar A. Bhutta ;

<https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1004838>

« Le rapport sur la charge mondiale de morbidité 2023 représente la version la plus complète de ce type depuis le premier rapport publié en 1993. Malgré l'amélioration de la surveillance sanitaire, de l'acquisition de données et des méthodes d'analyse, son expansion crée de nouveaux défis et opportunités pour améliorer sa précision, son exhaustivité, sa validité externe et sa pertinence politique... ».

Actualités des Nations Unies - Plus de 600 millions d'enfants exposés à la violence à la maison, alerte l'UNICEF

<https://news.un.org/en/story/2025/11/1166454>

« Plus d'un enfant sur quatre dans le monde, soit environ 610 millions, vit avec une mère qui a subi des violences physiques, émotionnelles ou sexuelles de la part d'un partenaire intime au cours de l'année écoulée, faisant de la violence une partie intégrante de leur vie quotidienne, selon les nouvelles données publiées mardi par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). »

Guardian – Les experts mettent en garde contre une « crise mondiale » alors que le nombre de femmes incarcérées approche le million

<https://www.theguardian.com/global-development/2025/nov/27/women-in-prison-rising-global-crisis-sexual-violence-forced-labour>

« Le nombre de femmes incarcérées dans le monde augmente près de trois fois plus vite que celui des hommes, les détenues étant souvent victimes de violences sexuelles et de travail forcé. »

« ... Selon la **dernière édition de la [World Female Imprisonment List](#)**, plus de 733 000 femmes et filles sont actuellement incarcérées dans le monde. »

Gouvernance mondiale de la santé et gouvernance de la santé

Éditorial du BMJ - Le G20 et les pays du Sud : des opportunités pour la santé mondiale

<https://www.bmj.com/content/387/bmj.q2536>

(datant de 2024, mais qui mérite d'être relu)

« Le leadership des pays du Sud met l'accent sur l'équité en matière de santé. »

Devex – La Chine entre vos mains

<https://www.devex.com/news/money-matters-is-china-becoming-an-aid-superpower-110995>

« On entend souvent dire que lorsque les États-Unis se retireront du développement international, la Chine comblera le vide laissé. Et même si cela n'est pas encore tout à fait certain, il semble que la **Chine ait progressivement augmenté ses dépenses d'aide, avant même la récente décision des États-Unis de se retirer de nombreux aspects de l'aide.** »

« **AidData**, un institut de recherche qui fournit **une cartographie complète des activités financières internationales de la Chine**, a examiné plus de 1 000 milliards de dollars de dépenses jusqu'en 2021. Il a constaté **qu'en 2018, l'aide chinoise — c'est-à-dire les dépenses qui seraient probablement considérées comme de l'aide publique au développement (APD) si la Chine appliquait les règles de l'Organisation de coopération et de développement économiques — a atteint un pic de plus de 12 milliards de dollars.** Il y a toutefois une réserve importante à émettre. On **ne sait pas exactement quelle part correspondait à des subventions et quelle part à des prêts.** Étant donné qu'il est extrêmement difficile de comparer avec précision ces deux types d'aide (), le budget de l'aide chinoise pourrait être moins impressionnant qu'il n'y paraît à première vue. Toutefois, **il ne s'agit là que des dépenses d'APD. La célèbre initiative chinoise « Belt and Road » a également fourni dix fois plus de fonds** qui ne pouvaient être classés comme aide, mais qui seraient comptabilisés dans la catégorie plus nébuleuse des « **autres flux officiels** ».

PS : « La majeure partie de l'argent a été versée à l'Afrique subsaharienne, soit 13 milliards de dollars, soit près de la moitié de toutes les dépenses de type APD. L'Afrique du Sud arrive en tête de liste grâce à un prêt géant de 2,7 milliards de dollars accordé par la Banque chinoise de développement pour la centrale électrique de Kusile. L'Égypte, le Sri Lanka, la Corée du Nord, la Biélorussie, le Cambodge, le Bangladesh et la Côte d'Ivoire suivent. Les transports, l'énergie, la santé et les communications sont les principaux secteurs concernés... »

- Voir **Devex Pro (accès restreint)** [La Chine est-elle en passe de devenir la prochaine superpuissance de l'aide ?](#)

« Le dernier rapport d'AidData montre que **253,1 milliards de dollars de financement chinois ont été dépensés ou engagés dans d'autres pays entre 2018 et 2021.** »

BMJ GH – Évolution des rapports de force dans la gouvernance mondiale de la santé : un défi et une opportunité pour l'Asie et les pays du Sud

N V Rao et al <https://gh.bmj.com/content/10/11/e021565>

« Ce commentaire examine comment les événements récents, notamment les changements dans l'aide au développement et la confiance dans les institutions mondiales, créent à la fois des défis et des opportunités pour les pays du Sud afin de remodeler la gouvernance de la santé. **Nous identifions des mécanismes concrets grâce auxquels les pays d'Asie et du Sud peuvent renforcer la gouvernance collective de la santé, notamment en tirant parti des forums multilatéraux non liés à la santé, en partageant les innovations et en développant de nouveaux modèles de financement.** En nous appuyant sur **des exemples réussis dans toute la région, de la couverture sanitaire universelle en Thaïlande à l'infrastructure sanitaire numérique en Inde**, nous démontrons comment la coopération Sud-Sud peut favoriser le renforcement durable des systèmes de santé. **Nous proposons une vision du régionalisme sanitaire** qui commence par le renforcement des capacités nationales tout en œuvrant à la mise en place de partenariats mondiaux plus équitables qui transcendent la dynamique traditionnelle Nord-Sud. »

Actualités de l'ONU - L'ONU présente le plan d'action de l'initiative UN80, qui définit une voie coordonnée pour des réformes à l'échelle du système

<https://news.un.org/en/story/2025/11/1166429>

« Les Nations Unies ont présenté leur intention de mener à bien l'une des réformes les plus complètes de leur système depuis des décennies, lorsque le sous-secrétaire général aux politiques, **Guy Ryder**, a présenté le [plan d'action de l'initiative UN80](#). Ce plan rassemble les principales propositions de réforme du secrétaire général dans le cadre de l'initiative UN80 au sein d'une structure unique et cohérente afin de rationaliser les efforts visant à améliorer le fonctionnement du système des Nations Unies.

« Le **plan n'introduit pas de nouvelles propositions, mais définit la manière dont le système des Nations Unies entend faire avancer celles qui sont déjà sur la table** : 87 actions, regroupées en 31 lots de travaux répartis en 3 axes, allant des opérations de paix et de l'aide humanitaire à la technologie, aux services partagés et aux fusions institutionnelles... »

PS : « Le **plan fera également avancer les évaluations des fusions possibles entre [le PNUD](#) et [l'UNOPS](#), [le FNUAP](#) et [ONU Femmes](#), ainsi que la voie à suivre pour [l'ONUSIDA](#)...** »

Reuters – L'agence des Nations Unies pour l'enfance va délocaliser la majorité de ses emplois hors de Genève et de New York suite à des coupes budgétaires

[Reuters](#) ;

« La majorité des emplois (70 %) de l'agence des Nations Unies pour l'enfance à Genève et à New York seront transférés vers des sites moins coûteux, l'agence étant confrontée à une **réduction de 20 % de son financement en raison des coupes mondiales dans l'aide étrangère**, a déclaré l'UNICEF mercredi soir dernier. »

- Connexes : HPW – [L'UNICEF va transférer la plupart de ses emplois de Genève à Rome](#)

PS : « Malgré [les coupes budgétaires imposées à l'organisation](#), approuvées par le Congrès en juillet, **les États-Unis sont restés partenaires de l'UNICEF à la fois en tant qu'État membre et en tant que donateur clé.** ... »

PS : « Le personnel de Gavi à son siège de Genève s'attendrait à une deuxième vague de licenciements après le lancement, fin octobre, d'un plan de transformation qui prévoit une **réduction de 33 % et 40 % des postes à temps plein et à temps partiel au sein de son secrétariat** au cours des quatre prochaines années. Cette année, le groupe de santé a déjà supprimé 155 emplois à temps plein à Genève après avoir décidé de réduire ses effectifs mondiaux de 24 %. »

« L'ONUSIDA, quant à lui, a transféré à Nairobi la quasi-totalité de ses 127 employés de son siège à Genève, à l'exception de 19 d'entre eux, et a réduit le nombre de ses bureaux nationaux de 85 à 54, ainsi que la moitié de ses effectifs mondiaux, qui sont désormais d'environ 300 personnes. ... »

Conférence de Munich sur la sécurité - Vers le sud ? Leadership en matière de biens publics mondiaux

<https://securityconference.org/en/publications/munich-security-brief/leadership-global-public-goods/>

Par S Eisentraut.

Financement mondial de la santé

Vox Dev - Boom de la dette intérieure en Afrique : nouvelles données issues de la base de données sur la dette africaine

M Manger et al ; <https://voxdev.org/topic/methods-measurement/africas-domestic-debt-boom-new-evidence-african-debt-database> «

« La dette publique totale de l'Afrique a plus que quadruplé depuis le début des années 2000, mais le changement de structure est tout aussi important que l'augmentation du volume de la dette. Cet article utilise un **nouvel ensemble de données en libre accès** couvrant plus de 50 000 prêts et titres émis par 54 pays africains pour révéler que **les gouvernements africains lèvent désormais plus de la moitié de leurs financements sur le marché intérieur, inversant ainsi des décennies de dépendance vis-à-vis des prêteurs extérieurs.** Si l'essor des marchés de la dette intérieure peut approfondir les systèmes financiers, favoriser le développement d'une base d'investisseurs locaux et renforcer l'autonomie monétaire, les auteurs avertissent que la frontière entre approfondissement financier et répression financière peut être ténue. »

OMS Afrique – Renforcer le partenariat pour la protection contre les difficultés financières liées à la santé

<https://www.afro.who.int/news/enhancing-partnership-health-financial-hardship-protection>

« Afin de renforcer les systèmes de santé et d'aider à protéger les populations contre les difficultés économiques liées à l'accès aux soins, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans la région Afrique et l'Institut de statistique de l'Union africaine (STATAFRIC) renforcent leur collaboration afin d'améliorer la manière dont les pays mesurent les dépenses de santé et surveillent la protection financière. En améliorant la qualité des données sur la santé, ce partenariat aide les gouvernements à prendre des décisions éclairées pour garantir que les ressources sont utilisées là où elles sont le plus nécessaires, progressant ainsi vers la couverture sanitaire universelle (CSU).... »

« Une série de formations organisées par l'OMS et STATAFRIC permettent aux pays d'acquérir les compétences pratiques nécessaires pour compiler et interpréter les comptes nationaux de la santé (NHA) à l'aide du cadre du Système de comptabilité de la santé (SHA 2011). Cette norme mondiale fournit une image claire des dépenses de santé et favorise la mise en place de systèmes de santé plus réactifs et centrés sur les personnes. ... Afin de développer ces compétences, un atelier de trois jours s'est tenu à Accra, au Ghana, en septembre 2024. Des représentants de 18 États membres anglophones se sont joints à des experts techniques et à des partenaires internationaux pour explorer les moyens d'harmoniser la déclaration des dépenses de santé et d'améliorer la collaboration entre les offices nationaux de statistique et les ministères de la santé... ». À la suite de l'atelier d'Accra, une deuxième formation sous-régionale s'est tenue à Dakar, au Sénégal, du 14 au 17 octobre 2025. Co-organisé avec la Banque mondiale, cet atelier a réuni des experts de 25 pays francophones afin de renforcer leurs compétences en matière de suivi de la protection financière dans le domaine de la santé, notamment l'analyse des données d'enquêtes auprès des ménages afin d'identifier les cas où les coûts de santé constituent un obstacle aux soins.

CSU et APS

P4H - La plupart des Indiens handicapés ne bénéficient pas d'une assurance maladie : livre blanc

<https://p4h.world/en/news/most-indians-with-disabilities-lack-health-insurance-white-paper/>

« Plus de 80 % des Indiens handicapés n'ont pas d'assurance maladie ; plus de la moitié des demandeurs sont rejetés, souvent en raison de leur handicap ou de leurs conditions préexistantes. Les obstacles comprennent des primes inabordables, des plateformes inaccessibles et une faible sensibilisation. Les experts appellent à une inclusion urgente dans le cadre du programme Ayushman Bharat et à une normalisation de la couverture des personnes handicapées. »

Préparation et réponse aux pandémies / Sécurité sanitaire mondiale

TWN – Utilisateurs potentiels négligés du système PABS et implications pour le partage des avantages

C Rao et al ; <https://www.twn.my/title2/health.info/2025/hi251104.htm>

Le Secrétariat de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a distribué aux délégations un document d'information intitulé « *Participants/utilisateurs potentiels du système PABS au-delà des « fabricants participants* », qui passe sous silence un large éventail d'acteurs qui utilisent des informations sur les séquences numériques liées aux agents pathogènes pour développer des produits commerciaux et générer des revenus. Le document d'information classe également les développeurs de VTD dans une catégorie d'utilisateurs au-delà des « fabricants participants ».

Le Secrétariat de l'OMS a préparé ce document à la demande de certains pays lors de la session informelle du Groupe de travail intergouvernemental (IGWG) qui s'est réuni à Genève du 6 au 10 octobre. »

Actualités scientifiques – Les chauves-souris vampires auraient contracté la grippe aviaire H5N1 au Pérou, ce qui suscite des inquiétudes quant à une nouvelle propagation

<https://www.science.org/content/article/vampire-bats-may-have-contracted-h5n1-bird-flu-peru-raising-worries-about-further>

« Les chauves-souris pourraient constituer un pont entre les mammifères marins et terrestres, selon les scientifiques. »

Lancet Infectious Diseases - Renforcer la préparation et la réponse mondiales aux menaces liées aux maladies arbovirales : un appel à l'action

Groupe consultatif technique de l'Initiative mondiale contre les arbovirus de l'OMS ;
[https://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099\(25\)00686-3/abstract](https://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099(25)00686-3/abstract)

« Les virus transmis par les arthropodes (arbovirus), en particulier ceux transmis par *Aedes aegypti* et *Aedes albopictus*, constituent une menace croissante pour la santé mondiale. Environ 70 % de la population mondiale est exposée au risque d'infection par les virus de la dengue, du chikungunya, du Zika et de la fièvre jaune, et ce fardeau s'est fortement alourdi ces dernières années. Ce risque croissant est dû à la conjonction de plusieurs facteurs, notamment l'urbanisation rapide et souvent non planifiée, le changement climatique et l'interconnexion croissante due aux voyages et au commerce mondiaux... ».

Le CDC Afrique lance AGARI, une plateforme continentale de données génomiques visant à renforcer la réponse aux épidémies

<https://africacdc.org/news-item/africa-cdc-launches-agari-a-continent-wide-genomic-data-platform-to-strengthen-outbreak-response/>

« Le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies (Africa CDC) a lancé une plateforme en ligne qui permettra aux chercheurs de tout le continent de partager des données génomiques essentielles sur les agents pathogènes préoccupants pour l'Afrique, responsables de maladies telles que l'Ebola. Connue sous le nom d'Africa Genome Archiving for Response and Insight (AGARI), cette plateforme est le fruit d'un partenariat entre l'Africa CDC, la Société africaine de médecine de laboratoire (ASLM) et les États membres... »

Nature Medicine - Un vaccin indispensable contre le virus Nipah

<https://www.nature.com/articles/d41591-025-00068-y>

« Un essai de phase 1 suggère la sécurité, la tolérance et l'immunogénicité d'un candidat vaccin sous-unitaire contre le virus mortel Nipah, pour lequel des contre-mesures sont nécessaires de toute urgence. »

Santé planétaire

Lancet Planetary Health – Appel à l'action : le leadership climatique à l'Assemblée mondiale de la santé

Thais Araújo Cavendish et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(25\)00267-0/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(25)00267-0/fulltext)

« Bien que les professionnels de la santé et les institutions sanitaires soient de plus en plus conscients du lien de causalité entre le changement climatique et les maladies, ce secteur manque encore de volonté politique, de financement et d'infrastructures pour mener des politiques de réponse ambitieuses et équitables.

Les Assemblées mondiales de la santé (AMS), où les priorités mondiales en matière de santé sont discutées chaque année par l'OMS et ses 194 États membres, reflètent clairement cette tendance. Depuis l'adoption de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques en 1992, seules sept AMS ont abordé le changement climatique et ses impacts sur la santé humaine et les systèmes de santé, avec des intervalles pouvant atteindre une décennie. Le [tableau](#) résume les documents de l'AMS dans lesquels sont exprimés le leadership et la perception de l'urgence dans le secteur de la santé. Parmi ceux-ci, seules six assemblées ont publié des décisions ou des résolutions sur les effets du changement climatique sur la santé... »

« ... Des études clés sur la santé mondiale suggèrent que le monde a été confronté à plus que les sept PHEIC déclarées par l'OMS ; cependant, des questions politiques et une forte concentration sur la sécurité ont empêché d'autres urgences de santé publique d'atteindre le statut de PHEIC. Cela pourrait-il être le cas pour l'urgence climatique ?

... Reconnaître les effets graves du changement climatique sur la santé humaine comme une urgence climatique pourrait changer radicalement la perception et l'engagement des acteurs de la

santé. Cependant, il est essentiel de maintenir la transparence et la participation, qui font souvent défaut dans les stratégies d'intervention d'urgence. **Au cours des prochaines années, l'AMS devrait saisir l'occasion pour renforcer le rôle de leadership du secteur de la santé dans la lutte contre l'urgence climatique... ».**

Science – Tournant décisif pour

<https://www.science.org/content/article/global-carbon-emissions-will-soon-flatten-or-decline>

« Les émissions mondiales de gaz à effet de serre vont bientôt se stabiliser ou diminuer, un moment historique rendu possible par l'essor des énergies renouvelables en Chine. »

The Conversation - Le changement climatique et les inégalités sont liés – les politiques doivent en tenir compte

A David et al ; <https://theconversation.com/climate-change-and-inequality-are-connected-policies-need-to-reflect-this-269657>

« De plus en plus d'arguments sont avancés pour intégrer la question des inégalités dans les discussions sur le changement climatique. La logique qui sous-tend cette approche a été exposée par des institutions internationales de premier plan telles que l'Organisation internationale du travail, le Programme des Nations unies pour l'environnement et le Réseau pour le verdissement du système financier. Toutes ont commencé à mettre en évidence le lien entre les conséquences climatiques et les inégalités. Elles soulignent que les inégalités doivent être considérées comme un risque systémique et macroéconomique... »

« Dans un récent document de synthèse, nous avons analysé comment les politiques environnementales peuvent être conçues et mises en œuvre dans une optique de réduction des inégalités. Nous avons utilisé des exemples provenant d'Afrique du Sud, de Colombie, d'Indonésie et du Mexique. En tant que chercheurs au sein du département de recherche de l'Agence française de développement (AFD), spécialisés dans l'analyse des inégalités et des implications sociales des transitions énergétiques et économiques, nous avons constaté que l'action climatique peut soit réduire, soit creuser les fossés existants, selon la manière dont les politiques sont conçues... »

« Le cœur de notre argumentation est que la réduction des inégalités devrait être un principe directeur dans les décisions relatives au changement climatique... »

Lancet Planetary Health - Prise en compte des effets du changement climatique sur le bien-être : revue de la littérature et modèles intégrés environnement-société-économie

I Schrijvers et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(25\)00253-0/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(25)00253-0/fulltext)

Revue.

L'AIIB et Gavi publient un rapport reconnaissant que les investissements dans la santé et la vaccination sont essentiels pour bâtir des communautés résilientes au changement climatique

<https://www.aiib.org/en/news-events/news/2025/aiib-gavi-launch-report-recognizing-health-immunization-investments-as-key-building-climate-resilient-communities.html>

Publié lors de la Journée de la santé à Belém.

- Et un lien : [Plos Climate - Du spectacle au scénario catastrophe : réimaginer la catastrophe fictive dans Le Jour d'après à la lumière des sciences physiques, politiques et sociales actuelles sur l'effondrement de la circulation océanique dans l'Atlantique](#) (pour les fans du film :))

Covid

Guardian - Votez pour des dirigeants compétents, pas pour des artistes – c'est ce que j'aimerais que le rapport Covid dise

D Sridhar ; <https://www.theguardian.com/commentisfree/2025/nov/21/covid-report-leaders-pandemic-political-system>

« Pour prévenir une future pandémie, nous aurions besoin d'un leadership agile, d'une prise de décision intelligente, d'humilité et de fiabilité. Comment intégrer ces éléments dans un système politique ? » (Je n'en sais rien non plus.)

Plos GPH - Évaluation de l'influence de l'OMS : une expérience conjointe randomisée sur l'approbation des vaccins dans des systèmes de santé mondiaux diversifiés

Naoko Matsumura et al ;

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0005410>

« ... Cette étude examine l'influence des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en matière de vaccins dans ce contexte. À l'automne 2020, nous avons mené une expérience conjointe randomisée au Canada (832 répondants, 8 320 profils évalués), au Japon (1 474, 14 740) et aux États-Unis (1 001, 10 010), en nous concentrant à la fois sur le fait que les gens choisissent ou non de se faire vacciner contre la COVID-19 et sur le moment où ils le font. **Notre expérience a consisté à varier de manière aléatoire l'exposition aux informations relatives à l'approbation des vaccins par plusieurs acteurs mondiaux de premier plan dans le domaine de la santé, notamment l'OMS, les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), l'université d'Oxford et la Fondation Gates. Contrairement aux études précédentes, différentes combinaisons de ces approbations ont été utilisées.** Les recommandations de l'OMS incitent les individus à se faire vacciner plus rapidement, même lorsqu'elles sont accompagnées de recommandations d'autres organisations crédibles. Cependant, l'effet des recommandations de l'OMS n'est pas significativement plus fort que celui des autres organisations. Il est à noter que l'impact de l'approbation de l'OMS diminue à mesure que le nombre d'approbations d'autres organisations augmente. L'OMS a le plus grand impact lorsqu'elle est la première (ou parmi les premières) des

nombreuses organisations à approuver un vaccin comme sûr et efficace, et elle peut contribuer à inspirer la confiance du public dans des vaccins moins efficaces (mais potentiellement vitaux). **Dans l'ensemble, notre étude montre que les recommandations de l'OMS réduisent considérablement la réticence à la vaccination, mais que les recommandations d'autres acteurs mondiaux peuvent avoir des effets comparables.**

Maladies infectieuses et MTN

Science - Un nouvel outil à vapeur combat les moustiques en libérant lentement un insecticide dans les maisons. Va-t-il faire des émules ?

<https://www.science.org/content/article/new-vapor-tool-fights-mosquitoes-slowly-releasing-insecticide-homes-will-it-catch>

« L'Organisation mondiale de la santé soutient les « répulsifs spatiaux » pour prévenir le paludisme, mais on ne sait pas encore qui les financera. »

« ...En août, ces dispositifs, appelés « répulsifs spatiaux » ou « émetteurs spatiaux », sont devenus le premier nouvel outil de lutte contre le paludisme recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) depuis des décennies . Des essais suggèrent qu'ils repoussent également les phlébotomes, qui propagent une maladie parasitaire appelée leishmaniose, et qu'ils pourraient être efficaces contre les acariens, vecteurs de la gale. ... »

« ... Néanmoins, d'importantes questions subsistent quant à l'endroit et à la manière dont ces nouveaux outils seront utilisés. Rares sont ceux qui pensent qu'ils peuvent remplacer les moustiquaires imprégnées d'insecticide, pierre angulaire de la lutte contre le paludisme, et on ne sait pas encore qui financera cette protection supplémentaire à l'heure où les budgets mondiaux consacrés à la santé sont en baisse. Les pays « devront choisir avec soin s'ils consacrent les fonds restants aux vaccins, aux répulsifs spatiaux ou à autre chose », déclare Fredros Okumu, biologiste spécialiste des moustiques à l'Institut de santé d'Ifakara. »

PS : « ... Même si un autre essai à grande échelle sur le paludisme, mené au Mali entre 2022 et 2024, n'a révélé aucun effet, **les preuves ont suffi à l'OMS pour émettre sa recommandation, avec la réserve qu'elle est basée sur des « preuves modérées »**. Cette décision ouvre la voie à l'achat de répulsifs spatiaux par de grands donateurs tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et à leur intégration dans les programmes de lutte antivectorielle des pays. « Nous sommes ravis de l'ajout de cette nouvelle classe de lutte antivectorielle », déclare Kate Kolaczinski, spécialiste du paludisme au Fonds mondial, mais elle pense que les budgets serrés ralentiront leur introduction... ».

Lancet Primary Care - Faire progresser la prévention durable du VIH en Afrique

Emily K Mwaringa et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lanprc/article/PIIS3050-5143\(25\)00081-0/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanprc/article/PIIS3050-5143(25)00081-0/fulltext)

Commentaire sur une nouvelle étude publiée dans Lancet Primary Care. **« L'essai mené par Kenneth K Mugwanya et ses collègues, publié dans The Lancet Primary Care, est une contribution**

importante et opportune à la littérature sur la prévention du VIH et l'intégration des systèmes de santé. Il s'agit de l'un des premiers essais randomisés en grappes à grande échelle et pragmatiques visant à intégrer la prophylaxie pré-exposition (PrEP) orale dans les cliniques publiques de planning familial en Afrique. Alors que les études précédentes dépendaient souvent du personnel financé par des projets ou de structures parallèles de prestation de services, l'essai mené par Mugwanya et ses collègues montre la faisabilité d'intégrer la PrEP dans les systèmes de santé publique existants en faisant appel aux prestataires de soins de santé locaux. ... »

HPW - L'IA peut-elle démocratiser la lutte mondiale contre le paludisme ?

<https://healthpolicy-watch.news/can-ai-democratize-the-global-fight-against-malaria/>

« L'intelligence artificielle pourrait réduire de plusieurs années à quelques mois le processus de découverte de nouveaux médicaments, contribuant ainsi à surmonter la résistance croissante aux traitements existants contre le paludisme et d'autres maladies à transmission vectorielle. Mais les scientifiques des pays à faible revenu sont souvent laissés pour compte. **Jeremy Burrows, vice-président de Medicines for Malaria Venture (MMV) et responsable de la découverte de médicaments, explique comment un nouvel outil de découverte de médicaments en libre accès, alimenté par l'IA et co-développé par MMV, vise à uniformiser les règles du jeu. ... »**

Cidrap News - Une étude révèle que certains moustiques tropicaux volant à haute altitude transportent des agents pathogènes sur de longues distances

<https://www.cidrap.umn.edu/dengue/some-high-flying-tropical-mosquitoes-carry-disease-causing-pathogens-long-distances-study>

« Une étude révèle que certains moustiques tropicaux volant à haute altitude transportent des agents pathogènes sur de longues distances. »

« Dans la première étude de ce type, **des moustiques capturés à haute altitude au Mali et au Ghana se sont révélés infectés par des arbovirus, des protozoaires et des vers parasites responsables de maladies humaines telles que la dengue, le paludisme et la filariose lymphatique, une maladie défigurante, ont rapporté hier des chercheurs dans *la revue PNAS*. Ils notent également que ces vecteurs pourraient propager des maladies à plusieurs kilomètres de distance... »**

RAM

Cidrap News - Le nouveau cadre de l'OMS vise à lutter contre la résistance croissante aux traitements contre le VIH, les IST et l'hépatite

<https://www.cidrap.umn.edu/antimicrobial-stewardship/new-who-framework-aims-tackle-rising-resistance-hiv-sti-and-hepatitis>

« L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié hier une feuille de route visant à lutter contre la résistance croissante aux traitements contre le VIH, l'hépatite B et C et les infections sexuellement transmissibles (IST). S'appuyant sur le Plan d'action mondial de l'OMS contre la résistance aux antimicrobiens, le cadre d'action intégré contre la résistance aux médicaments propose une approche mondiale unifiée pour prévenir l'émergence et la propagation de la

résistance aux médicaments et réduire son impact grâce à une approche centrée sur les personnes. Le document présente les priorités stratégiques et les mesures concrètes **dans cinq domaines clés** : prévention et réponse ; suivi et surveillance ; recherche et innovation ; capacités des laboratoires ; et gouvernance. »

Cidrap News - Pour lutter contre la résistance croissante aux antibiotiques, le GARDP vise à faciliter l'accès

<https://www.cidrap.umn.edu/antimicrobial-stewardship/tackle-rising-antibiotic-resistance-gardp-aims-access>

« ... **Lutter contre l'accès limité aux nouveaux antibiotiques dans de nombreuses régions du monde est l'un des principaux objectifs du Partenariat mondial pour la recherche et le développement sur les antibiotiques (GARDP).** Créé en 2016 par l'OMS et l'Initiative pour les médicaments contre les maladies négligées, le GARDP travaille avec les laboratoires pharmaceutiques et d'autres parties prenantes afin d'accélérer le développement d'antibiotiques pour les infections multirésistantes, de promouvoir leur utilisation responsable et de garantir leur accès à tous. ... »

« **CIDRAP News s'est récemment entretenu avec François Franceschi, PhD, directeur adjoint du portefeuille des infections bactériennes graves au GARDP, au sujet des efforts déployés par l'organisation pour mettre sur le marché de nouveaux antibiotiques et garantir leur disponibilité pour tous ceux qui en ont besoin... ».**

Cidrap News - Une étude mondiale révèle que le grand public ne comprend pas suffisamment les antibiotiques

<https://www.cidrap.umn.edu/antimicrobial-stewardship/public-understanding-antibiotics-insufficient-global-study-finds>

« **Malgré l'expansion mondiale des campagnes de sensibilisation aux antibiotiques au cours de la dernière décennie, la compréhension du grand public à leur sujet reste insuffisante,** ont rapporté des chercheurs la semaine dernière dans *Clinical Microbiology and Infection*. »

« Dans le cadre **d'une revue systématique et d'une méta-analyse**, des chercheurs australiens, nigériens et britanniques ont identifié 227 études provenant de 98 pays qui rendaient compte des connaissances du grand public sur l'utilisation des antibiotiques et la résistance aux antibiotiques. Ils ont constaté que **73,2 % des 322 492 participants reconnaissent à juste titre que les antibiotiques sont efficaces pour traiter les infections bactériennes et 72,5 % savaient qu'une utilisation excessive d'antibiotiques réduit leur efficacité. Mais seuls 42,1 % savaient que les antibiotiques n'étaient pas efficaces contre les virus, et ce chiffre était nettement plus faible dans des pays tels que le Laos (7,2 %), le Myanmar (11,7 %) et le Bangladesh (12,5 %). De même, seuls 35,1 % des personnes interrogées savaient que les antibiotiques ne permettent pas d'accélérer la guérison du rhume et de la grippe.** »

Les auteurs de l'étude notent qu'**une revue systématique menée en 2015**, année où l'Organisation mondiale de la santé a déclaré la résistance aux antimicrobiens (RAM) comme l'une des dix principales menaces pour la santé mondiale, **a révélé que 46,1 % du public savait que les antibiotiques sont inefficaces contre les virus, ce qui suggère qu'une décennie de campagnes de sensibilisation du public a eu peu d'impact... ».**

Plos GPH - Suivi des tendances en matière de résistance aux antimicrobiens à partir des données génomiques mondiales : amr.watch

Sophia David et al ;

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0005256>

« Le séquençage du génome entier (WGS) soutient de plus en plus la surveillance systématique des agents pathogènes aux niveaux local et national, en fournissant des données comparables qui peuvent renseigner sur l'émergence et la propagation de la résistance aux antimicrobiens (RAM) à l'échelle mondiale. Cependant, le potentiel des données WGS partagées pour orienter les interventions en matière de RAM reste sous-exploité, en partie en raison des difficultés à rassembler et à transformer les volumes croissants de données en informations exploitables en temps utile. Nous présentons une plateforme interactive, amr.watch (<https://amr.watch>), qui permet d'interroger en continu les tendances en matière de RAM à partir de données WGS publiques afin de soutenir la recherche et l'élaboration de politiques. La plateforme amr.watch intègre, analyse et visualise des données WGS de haute qualité provenant des agents pathogènes bactériens prioritaires définis par l'OMS. ... »

MNT

The Economist – Le cholestérol ne se résume pas à une simple distinction entre « bon » et « mauvais »

<https://www.economist.com/science-and-technology/2025/11/25/theres-more-to-cholesterol-than-simply-good-or-bad>

« Les tests de santé standard peuvent passer à côté des personnes les plus à risque. » (pour les médecins parmi vous)

Extrait : « ... Cependant, grâce à plusieurs axes de recherche menés au cours des deux dernières décennies, une nouvelle image du cholestérol a émergé ces dernières années. Les directives médicales sont actuellement réécrites afin de mieux refléter les personnes les plus à risque de développer une maladie cardiaque. Il s'avère que la mesure standard du « mauvais » cholestérol ne tient pas compte de sa forme la plus dangereuse. Ce cholestérol extrêmement nocif résiste également aux mesures préventives habituelles. Les scientifiques tentent également de résoudre un mystère : pourquoi le « bon » cholestérol semble-t-il, dans de nombreux cas, avoir des effets néfastes ? À des niveaux très élevés, l' e du cholestérol HDL a récemment été associée à une mortalité plus élevée et à un large éventail de problèmes de santé, notamment les maladies cardiaques et le cancer. Ces découvertes découlent d'une meilleure compréhension scientifique des particules de lipoprotéines elles-mêmes, qui s'avèrent être plus variées que les simples LDL et HDL. Il semble qu'il existe tout un écosystème de lipoprotéines. Et, comme dans un véritable écosystème, les habitants ont des rôles différents. Certains sont plus dangereux que d'autres... ».

Stat - Je souffre d'une forme longue du Covid. Ne qualifiez pas ma maladie chronique de « parcours ».

P Swenson ; <https://www.statnews.com/2025/11/25/chronic-disease-journey-long-covid/>

« Je qualifierais plutôt cette expérience de mauvais trip. »

Santé internationale - Effet d'éviction des dépenses personnelles liées aux maladies non transmissibles en Afrique subsaharienne : une étude de cas au Nigeria

<https://academic.oup.com/inthealth/advance-article/doi/10.1093/inthealth/ihaf117/8328886?searchresult=1>

Par Adelakun Odunyemi et al.

Stat Opinion – Les problèmes de définition au cœur du mouvement pour la neurodiversité

J Pemment ; [Stat News](#) ;

« Le langage utilisé ouvre la voie à la critique. Les défenseurs doivent s'y préparer. »

CGD (blog) - L'exposition au plomb tue-t-elle vraiment cinq millions de personnes par an ? (Probablement, oui)

L Crawford ; <https://www.cgdev.org/blog/does-lead-exposure-really-kill-five-million-people-year-probably-yes>

« Il y a deux ans, nous avons examiné en profondeur les preuves relatives à [l'exposition au plomb et aux capacités cognitives des enfants](#), et nous avons finalement été convaincus que ces preuves étaient causales et que l'effet était important. Mais un [article récent de Larsen et Sánchez-Triana](#) a révélé que la majeure partie (les trois quarts) du fardeau de l'exposition au plomb est due à ses effets sur les maladies cardiovasculaires, plutôt qu'aux dommages cognitifs causés aux enfants. Ils estiment que 5,5 millions de personnes sont décédées en 2019 des suites de maladies cardiovasculaires attribuables à l'exposition au plomb. C'est plus que le nombre de décès dus au VIH/SIDA et au paludisme réunis. Dans quelle mesure ces estimations sont-elles fiables ?... »

Crawford évalue les preuves actuelles.

Santé mentale et bien-être psychosocial

NYT - Une étude révèle les bienfaits d'une semaine sans réseaux sociaux pour la santé mentale

<https://www.nytimes.com/2025/11/24/health/social-media-detox-mental-health.html>

« Les jeunes adultes qui ont suivi une « cure de désintoxication » des réseaux sociaux ont signalé une réduction de leur dépression, de leur anxiété et de leurs insomnies, même si la durée de ces

effets reste incertaine. Selon [une étude publiée lundi](#) dans la revue JAMA Network Open, réduire l'utilisation des réseaux sociaux pendant une semaine a permis de réduire les symptômes d'anxiété, de dépression et d'insomnie chez les jeunes adultes. »

... Selon les auteurs, **les bienfaits pour la santé mentale semblaient provenir davantage du fait d'éviter les comportements problématiques sur les réseaux sociaux, tels que l'utilisation addictive et les comparaisons sociales négatives, plutôt que d'un changement dans le temps global passé devant les écrans.** En effet, les participants ont, en moyenne, passé légèrement plus de temps sur leur téléphone pendant la semaine de désintoxication...

PS : « Plusieurs psychologues ont déclaré que cette nouvelle étude avait une valeur limitée car sa conception permettait des biais... »

OMS - Orientations sur les politiques et les mesures stratégiques visant à protéger et à promouvoir la santé mentale et le bien-être dans tous les secteurs gouvernementaux

<https://www.who.int/publications/i/item/9789240114388>

« Ces **nouvelles recommandations** aident les gouvernements à évaluer l'impact des mandats, des politiques et des plans sectoriels sur la santé mentale, et fournissent des mesures pratiques pour intégrer la santé mentale et le bien-être dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques sectorielles... »

Droits en matière de santé sexuelle et reproductive

HHR - L'état du droit international des droits de l'homme en matière de santé sexuelle et reproductive : aperçu général

<https://www.hhrjournal.org/2025/11/24/the-state-of-international-human-rights-law-on-sexual-and-reproductive-health-an-overview/>

Par Christina Zampas et Åsa Nihlén.

O'Neill Institute - De nouveaux rapports apportent des solutions mondiales pour soutenir les législateurs américains dans leur lutte pour la protection de la liberté reproductive

<https://oneill.law.georgetown.edu/press/new-reports-bring-global-solutions-to-bolster-u-s-lawmakers-in-the-fight-to-protect-reproductive-freedom/>

« Aujourd'hui, le State Innovation Exchange (SiX) et l'O'Neill Institute for National and Global Health ont publié ***Beyond Borders***, une **série de rapports novateurs qui examinent comment les pays du monde entier ont réussi à élargir l'accès à l'avortement et à protéger les droits reproductifs.** Ces rapports proposent aux décideurs politiques américains des stratégies éprouvées pour contrer les

restrictions et traiter l'avortement comme un soin de santé essentiel. Conçus pour servir de catalyseur à l'innovation politique au niveau des États, **les rapports Beyond Borders synthétisent les normes internationales en matière de droits humains, les normes de santé publique et la législation en vigueur dans le monde, avec des approches fondées sur des données probantes qui peuvent être mises en œuvre dans la politique américaine.** En outre, Beyond Borders replace les États-Unis dans un contexte mondial plus large, révélant à quel point le pays est en retard par rapport aux normes internationales et les moyens disponibles pour rattraper ce retard. »

JCPH (Éditorial) - Vulnérabilités reproductives : une perspective critique

L Sochas et al ; <https://journalhosting.ucalgary.ca/index.php/jcph/article/view/82279>

« Dans cette **introduction au numéro spécial**, nous réfléchissons aux **raisons pour lesquelles une approche critique du concept de vulnérabilité est particulièrement importante pour la reproduction.** Nous expliquons comment chaque article du numéro spécial tire **des enseignements clés des théories critiques de la vulnérabilité**, notamment : (1) L'importance de conceptualiser la vulnérabilité comme étant créée par les structures sociales plutôt que comme étant inhérente, biologiquement ou autrement, à la « population vulnérable » ; (2) la manière dont l'application violente des normes reproductives, au sein et au-delà de l'État, crée de la vulnérabilité ; et (3) des réflexions sur la manière dont la vulnérabilité est définie dans le domaine de la reproduction, qui définit la catégorie des « personnes vulnérables » et quelles conséquences cela peut avoir... ».

Accès aux médicaments et aux technologies de la santé

Bulletin de l'OMS – Comblant le fossé diagnostique dans le domaine du diabète

Bianca Hemmingse et al ; https://cdn.who.int/media/docs/default-source/bulletin/online-first/blt.25.293828.pdf?sfvrsn=cddd4098_3

« ... **Ce fossé reflète trois défis majeurs pour les systèmes de santé** : un accès limité aux technologies de diagnostic, une connaissance limitée des dispositifs de diagnostic et des algorithmes de test pour le diabète par les professionnels de santé, et une faible sensibilisation du public au diabète... ».

« ...**Les mesures clés pour combler ces lacunes comprennent** la mise en œuvre de politiques de santé nationales qui traitent des maladies non transmissibles, l'établissement de directives et de protocoles nationaux sur le diabète, la garantie de la disponibilité d'un personnel de santé formé à tous les niveaux et la fourniture de prestations d'assurance couvrant le diagnostic et le traitement du diabète. Les décideurs politiques doivent également garantir l'accès à l'insuline et aux traitements connexes nécessaires à la prise en charge efficace des personnes atteintes de diabète. Les systèmes de santé doivent garantir la disponibilité et l'accessibilité financière de dispositifs de diagnostic, de médicaments et de consommables connexes (tels que les seringues, les lancettes et les bandelettes réactives) de haute qualité, dont la qualité est garantie par une agence de réglementation, et veiller à ce que ceux-ci soient achetés et fournis de manière fiable à l'utilisateur final. En outre, les systèmes de santé devraient inclure des systèmes de suivi des données et des indicateurs permettant de mesurer les performances en matière de diagnostic et de contrôle du diabète... »

BMJ GH - Le lien entre les pénuries de médicaments et les prix dans 74 pays : mise en évidence des inégalités mondiales en matière d'accès

<https://gh.bmj.com/content/10/11/e018960>

Par S Hu et al.

BMJ (Article) - Les Américains pourront-ils un jour se permettre d'acheter des médicaments amaigrissants ?

<https://www.bmj.com/content/391/bmj.r2384>

« Les médicaments amaigrissants de nouvelle génération sont hors de prix pour de nombreuses personnes aux États-Unis qui pourraient en tirer profit, et cette situation pourrait perdurer en raison du **phénomène des « enchevêtrements de brevets »**. **Paige Huffman** fait le point. »

TGH - Suivi des progrès réalisés par l'industrie pharmaceutique dans ses efforts de relocalisation aux États-Unis pour éviter les droits de douane

P Yadav et al ; <https://www.thinkglobalhealth.org/article/tracking-pharmas-progress-on-u-s-onshoring>

« Pour éviter les droits de douane, les géants pharmaceutiques ont engagé plus de 480 milliards de dollars dans la production aux États-Unis. Deux indicateurs permettent de déterminer si ces engagements sont réels. »

« **Nous évaluons la matérialité et la pertinence de ces investissements déclarés, à court et moyen terme, en vérifiant** si les annonces se sont traduites par des dépenses en capital et une demande d'équipements de fabrication de médicaments... »

Plos GPH – Comprendre l'acceptabilité des tests de diagnostic rapide de l'antigène COVID-19 : une étude qualitative multi-pays

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0005119>

Par W S Lora et al.

BMJ GH - Disponibilité des médicaments essentiels pour les maladies non transmissibles : une revue exploratoire des défis et des opportunités

<https://gh.bmj.com/content/10/11/e019634>

Par I R Joosse et al.

TWN – Le projet de résolution de l'AGNU sur les maladies rares passe sous silence les obstacles liés à la propriété intellectuelle et les flexibilités prévues par l'accord ADPIC

K.M. Gopakumar ; <https://www.twn.my/title2/health.info/2025/hi251105.htm>

« Le projet de résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les maladies rares ne mentionne pas les obstacles liés à la propriété intellectuelle qui entravent l'accès aux traitements, ni le recours aux flexibilités prévues par l'accord ADPIC pour surmonter ces obstacles. »

« Le projet de résolution révisé daté du 7 novembre [...] Il s'agirait de la troisième résolution de l'AGNU sur les maladies rares depuis 2021. La deuxième résolution a été adoptée en 2023. Aucune de ces résolutions ne contient de paragraphe opérationnel concernant l'utilisation des flexibilités prévues par l'accord ADPIC. Cela contraste avec d'autres résolutions de l'AGNU sur diverses questions de santé telles que [le VIH/sida](#), [les maladies non transmissibles](#) et [la couverture sanitaire universelle](#)... »

Ressources humaines pour la santé

HRH - Une étude exploratoire sur la migration internationale des étudiants en médecine : tendances, déterminants et implications pour la planification mondiale des effectifs de santé

<https://human-resources-health.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12960-025-01027-x>

par G T Z Ser et al.

Décoloniser la santé mondiale

Livre - Décoloniser la santé mondiale : une perspective réaliste critique

Ferdinand C Mukumbang ; <https://www.routledge.com/Decolonizing-Global-Health-A-Critical-Realist-Perspective/Mukumbang/p/book/9781032700779>

« Cet ouvrage perspicace **utilise une perspective réaliste critique** pour décortiquer la culture, les structures et les mécanismes coloniaux qui existent dans les institutions de santé mondiales, offrant une vision de changement radical à travers un processus de décolonisation... »

BMJ GH - Accepter la tension : une reformulation décoloniale de la science de la mise en œuvre

F Mascayano et al ; <https://gh.bmj.com/content/10/11/e021548>

« La science de la mise en œuvre a largement privilégié le transfert et la mise à l'échelle d'interventions développées dans des contextes à revenus élevés, souvent en mettant de côté les connaissances locales et en renforçant les hiérarchies postcoloniales. Ce modèle dominant traite la tension entre les cadres mondiaux et les réalités locales comme un handicap, supprimant les possibilités de co-création, d'équité et d'innovation. **Une reformulation décoloniale du domaine soutient que la rigueur ne peut être séparée de la justice : un véritable apprentissage émerge en acceptant, plutôt qu'en lissant, les frictions qui surgissent lorsque des façons diverses de savoir et d'agir se rencontrent... ».**

Livre - Injustice épistémique : une introduction

<https://www.routledge.com/Epistemic-Injustice-An-Introduction/McGlynn/p/book/9781032251608>

Par Aidan McGlynn.

Divers

Nature Africa (Commentaire) - Ce que l'IA peut faire pour améliorer la santé en Afrique

<https://www.nature.com/articles/d44148-025-00371-3>

« Les outils adaptés au contexte offrent aux systèmes de santé africains de nouveaux moyens de prévoir, de se préparer et de réagir aux épidémies. »

« Il existe trois domaines dans lesquels les pays africains peuvent réaliser de réels progrès en investissant dans une IA adaptée au contexte, à savoir les systèmes d'alerte précoce, la modélisation prédictive des maladies et les interventions ciblées en matière de santé publique... »

PS : « ... De nombreux modèles d'IA importés échouent parce qu'ils sont entraînés sur des données qui ne reflètent pas les réalités africaines. Comme l'ont souligné [des commentaires récents](#), les modèles fondamentaux excluent souvent les langues et les contextes africains, ce qui limite leur pertinence. **Les outils d'IA doivent être développés avec une appropriation locale, en utilisant des données africaines, guidés par des institutions africaines et déployés en tenant compte des besoins locaux.** »

Jason Hickel - Qu'est-ce que la dissociation ?

[Jason Hickel](#) ;

« Une stratégie cruciale pour la transformation au XXI^e siècle. »

« Le concept de découplage a récemment gagné en popularité parmi certains mouvements politiques du Sud, notamment lors d'une conférence internationale sur ce sujet qui s'est tenue le mois dernier au Mexique. **Qu'est-ce que le découplage et comment y parvenir ?** Le découplage a été décrit de manière très pertinente par l'économiste égyptien Samir Amin... »

Reuters - Les Émirats arabes unis annoncent une initiative d'un milliard de dollars pour développer l'IA en Afrique

[Reuters](#) ;

« Les Émirats arabes unis ont annoncé samedi qu'ils allaient investir 1 milliard de dollars pour développer les infrastructures et les services basés sur l'IA à travers l'Afrique, dans le but d'aider les pays à répondre à leurs priorités nationales en matière de développement. Le ministre d'État des Émirats arabes unis, Saeed Bin Mubarak Al Hajeri, a annoncé l'initiative « L'IA au service du développement » lors du [sommet des dirigeants du G20](#) à Johannesburg, affirmant qu'elle permettrait d'introduire la technologie de l'IA dans des domaines tels que l'éducation, la santé et l'adaptation au changement climatique... »

- Connexes : Bloomberg - [Les Émirats arabes unis ciblent le commerce africain pour assurer la sécurité alimentaire et des taux de croissance élevés](#)

« Les Émirats arabes unis, premier partenaire commercial de l'Afrique subsaharienne après la Chine, prévoient d'étendre encore leurs échanges commerciaux avec la région afin de renforcer la sécurité alimentaire et de tirer parti de la croissance rapide de certaines économies africaines, a déclaré un ministre. « Les opportunités en Afrique semblent plus intéressantes que les investissements dans les marchés matures d'ici ou en déclin », a déclaré Saeed bin Mubarak Al Hajeri, ministre d'État aux Affaires étrangères des Émirats arabes unis, où il est notamment chargé de promouvoir les activités économiques du pays. « À mon avis, il est très difficile pour les autres marchés de rivaliser avec les opportunités offertes par l'Afrique. » Les Émirats arabes unis font partie des pays qui ont rejoint les principaux investisseurs en Afrique — les nations européennes, la Chine et les États-Unis — dans la course pour accéder davantage aux populations les plus jeunes du monde, aux réserves de minéraux essentiels et aux taux de croissance économique qui dépassent souvent de manière significative ceux des pays développés. Entre 2020 et 2024, les Émirats arabes unis ont investi près de 119 milliards de dollars en Afrique, selon M. Al Hajeri. Les échanges commerciaux avec la région subsaharienne ont dépassé 75 milliards de dollars l'année dernière, soit plus du triple du montant d'il y a dix ans, selon les données du Fonds monétaire international... »

Guardian - Jakarta dépasse Tokyo en tant que ville la plus peuplée du monde, selon l'ONU

<https://www.theguardian.com/world/2025/nov/27/jakarta-overtakes-tokyo-most-populous-city-world>

« Le classement a été modifié après que l'ONU a utilisé de nouveaux critères afin de donner une image plus précise de l'urbanisation rapide qui stimule la croissance des mégapoles. »

« La capitale indonésienne compte 42 millions d'habitants, selon une estimation de la division de la [population](#) du Département des affaires économiques et sociales des Nations unies dans son rapport [World Urbanisation Prospects](#) 2025 publié ce mois-ci. Jakarta est suivie par la capitale bangladaise Dhaka, qui compte 37 millions d'habitants. Avec une population de 33 millions d'habitants, Tokyo - définie dans l'étude comme une mégalopole qui comprend trois préfectures voisines - a glissé à la troisième place. Cela contraste fortement avec le précédent rapport de l'ONU publié en 2018, qui plaçait la capitale japonaise en tête avec une population de 37 millions d'habitants... » « ... Selon les responsables de l'ONU, ce changement de classement résulte d'une

nouvelle méthodologie plus cohérente dans la manière de classer les villes, les villages et les zones rurales. »

Documents et rapports

Livre - Seeing Politics: Film, Visual Method, and International Relations

S Harman ; <https://www.mqup.ca/Books/S/Seeing-Politics2>

« Repousser les limites de la manière dont nous menons nos recherches, dont nous communiquons nos résultats et de ce qui est considéré comme de la recherche en politique internationale. »

International Journal for Equity in Health - Conceptualisation des zones défavorisées en Afrique subsaharienne : une revue exploratoire

Caroline M. N. Auma et al ; <https://equityhealthj.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12939-025-02694-x>

« **De nombreuses stratégies nationales de développement sont mises en œuvre au niveau administratif infranational**, qui constitue une unité essentielle pour la prestation de services. **Certains niveaux infranationaux restent mal desservis et font face à des obstacles importants pour parvenir à un développement équitable.** En Afrique subsaharienne, les régions mal desservies sont souvent appelées « **zones défavorisées** » ; cependant, la définition de ces zones n'est pas claire dans différents contextes. Par conséquent, **cette revue exploratoire visait à délimiter les définitions des zones défavorisées de l' e dans les pays d'Afrique subsaharienne et à élaborer une typologie unifiée de leurs caractéristiques...** ».

Conflit et santé - Modèle d'évaluation des systèmes de santé résilients. Approche globale de la résilience des systèmes de santé dans les contextes fragiles : synthèse du cadre le mieux adapté

M E Ibrahim, K Blanchet ; <https://link.springer.com/article/10.1186/s13031-025-00735-4>

BMJ GH - Gouverner les systèmes de santé dans une perspective de genre

David Clarke et al ; https://gh.bmj.com/content/8/Suppl_5/e022547

BMJ GH - La gouvernance dans la pratique : renforcer les capacités nationales pour une gestion responsable au-delà des ODD

David Clarke ; https://gh.bmj.com/content/8/Suppl_5/e022481

PS : Ces deux articles font partie du **supplément BMJ GH intitulé « WHO: Governance of the Private Health Sector » (OMS : Gouvernance du secteur privé de la santé).**

Correspondance du Lancet sur la prochaine commission du Lancet sur le handicap et la santé

Y compris la réponse des auteurs : [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)02202-0/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)02202-0/fulltext) (par H Kuper et al)

Réaction à deux lettres.

Tweets (via X & Bluesky)

M Kavanagh

« **Journée importante et complexe sur le sida, la tuberculose et le paludisme. Ceux qui disent que le Fonds mondial est mort ont tort.** Les États-Unis ont surpris en s'engageant à verser 4,6 milliards de dollars, pour un total de 11,34 milliards. L'Afrique du Sud, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, la Côte d'Ivoire et les fondations augmentent leurs contributions. **MAIS il manque encore des milliards par rapport aux besoins.** La France, la CE et le Japon sont absents. Complexe... »

Sommet mondial de la santé

« **D'ici 2035, le changement déterminant dans le domaine de la santé mondiale sera la généralisation du « retour à la résilience », où les gouvernements et les partenaires considéreront les dépenses de santé comme un investissement stratégique qui garantit la stabilité, la croissance et la paix.** » - Carsten Schicker, PDG, Sommet mondial de la santé Dans sa dernière [interview](#), Carsten a esquissé un avenir où les soins adaptés au climat, la préparation durable aux pandémies et les modèles de cofinancement intersectoriels deviendront la norme mondiale, le tout grâce à des preuves et une collaboration plus solides. Au Sommet mondial de la santé, nous nous engageons à catalyser cette transition. »

Fatima Hassan

Citation dans un article [de Vox](#) : « Cette **pression géopolitique exercée par l'administration Trump contre l'Afrique du Sud s'est désormais transformée en stratégie de santé publique** », a déclaré Fatima Hassan, avocate spécialisée dans les droits humains et directrice de Health Justice Initiative au Cap, en Afrique du Sud. Elle a ajouté que **le lenacapavir était devenu une sorte de carotte diplomatique — et de bâton.** Les gouvernements amicaux et dociles, comme celui d'Eswatini, ont reçu les premières livraisons, tandis que l'Afrique du Sud ou le Nigeria, pays qui ont perdu la faveur de Trump, semblent avoir été laissés pour compte. »

Adam Kucharski

« **La stratégie pandémique par défaut de nombreux pays** semble désormais être « improviser, puis confiner et attendre un vaccin ».

SDGCounting

« Le rapport de l'UNICEF sur la situation des enfants dans le monde en 2025 montre **que plus de 400 millions d'enfants vivent dans la pauvreté**, souvent privés de besoins fondamentaux tels que la nourriture ou l'assainissement. Une lecture indispensable pour les ODD 1 et 10. »